



Chambre régionale des comptes
de Midi-Pyrénées

TOULOUSE, le 28 octobre 2013

Le Président

N/Réf. : DO13 294 01

Monsieur le Directeur,

Conformément à l'article L. 243-5 du code des juridictions financières, je vous notifie le rapport d'observations définitives sur la gestion de Midi Picardie informatique hospitalière (MIPIH). La chambre a constaté qu'aucune réponse écrite ne lui a été transmise dans le délai prévu.

Il vous appartient de communiquer ce document à l'assemblée délibérante dès sa plus proche réunion.

Conformément à la loi, cette communication doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée. Le rapport, assorti le cas échéant des réponses reçues, doit être joint à la convocation adressée à ses membres. Il donnera lieu à un débat lors de sa présentation.

Vous voudrez bien me tenir informé de la date de la prochaine réunion de l'assemblée délibérante et, par la suite, par tout moyen à votre convenance, m'adresser une copie d'un extrait du procès-verbal des débats ou du relevé des délibérations.

Je vous rappelle que ces observations ne sont, selon les dispositions de l'article R. 241-18 du code précité, communicables aux tiers qu'à l'issue de la première réunion de l'assemblée délibérante suivant leur réception.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de ma considération très distinguée.

Jean MOTTES

Monsieur Pierre MAGGIONI
Directeur du GIP MIPIH
12, rue Michel Labrousse
BP 93668
31036 –TOULOUSE CEDEX 1



Chambre régionale des comptes
de Midi-Pyrénées

N/Réf. : DO13 207 01

RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES
SUR LA GESTION DE
MIDI PICARDIE INFORMATIQUE HOSPITALIERE (MIPIH)
DEPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE
Exercices 2006 et suivants

SYNTHESE DES OBSERVATIONS

Le Groupement d'intérêt public (GIP) Midi Picardie Informatique Hospitalière (MIPIH), dont le siège social est situé à Toulouse, est un éditeur d'applications informatiques (progiciels) de gestion administrative, économique et financière pour les établissements de santé. Il offre également à ses adhérents toute une gamme de services¹. Créé en 1993, il a fusionné en 2008 avec le Syndicat inter-hospitalier de Picardie (SIHPIC), et a pris de ce fait une dimension nationale. Il comptait, début 2013, 406 établissements de santé adhérents, répartis sur l'ensemble du territoire français, contre 95 en 2008.

1 – Une forte croissance d'activité depuis 2008

Les dépenses de fonctionnement du GIP ont doublé entre 2008 et 2011, de 24,8 M€ à 50,1 M€, parallèlement aux produits de fonctionnement, qui sont principalement constitués par les prestations de services vendues par le GIP aux établissements membres. Cette croissance d'activité est la conséquence de la fusion de 2008 et de la montée en charge du nombre des adhérents au groupement.

Les dépenses de personnel sont passées de 12 M€ en 2008 à 22 M€ en 2011, ce qui correspond à une augmentation des effectifs de 252 à 364 agents, par suite de la fusion avec le SIHPIC et de la création du site de Reims. La chambre observe que l'importance du personnel propre du groupement apparaît en contradiction avec les articles 9, 10 et 10 bis de la convention constitutive, qui ne prévoient le recrutement direct qu'à titre exceptionnel, les voies normales de recrutement étant la mise à disposition et le détachement par les établissements adhérents. Sur ce point, le directeur a indiqué que « *les avenants en cours de publication ont modifié l'article 10 bis de la convention constitutive qui est ainsi dorénavant stipulée : « à titre complémentaire, le groupement peut recruter directement des personnels contractuels de droit public ou de droit privé »* ».

Les investissements ont aussi fortement progressé, avec en particulier la création de deux centres de données à Toulouse et Amiens, et l'acquisition d'un immeuble de bureaux à Toulouse. Parallèlement, l'encours de la dette est passé de 2 M€ en 2008 à 22 M€ en 2011.

2 - Des comptes globalement fiables

Les comptes du GIP apparaissent globalement fiables, sous réserve de l'ajustement des provisions à constituer au titre du compte épargne temps des agents.

¹ Infogérance, exploitation et production de la paie, hébergement d'application et de données, conseil, expertises et assistance (intégration de SIH, réalisation de sites web, archivage électronique etc.), formation, mise à disposition d'un réseau privé de télécom (Adhermip),

3 – Les risques liés à l’ouverture du GIP à des personnes privées

Lorsque les personnes publiques membres du GIP bénéficient de prestations à titre onéreux du groupement, elles ne sont pas soumises au code des marchés publics car elles bénéficient de l’exception dite de quasi-régie (ou « in house »). Cette exception n’est toutefois plus admise, selon les jurisprudences communautaire et nationale, dès lors que des personnes privées adhèrent au groupement.

Or tel est bien le cas du GIP MIPIH. La chambre invite donc le GIP à choisir entre la préservation de l’exception de quasi-régie au bénéfice des personnes publiques membres du groupement, et l’ouverture de l’adhésion aux établissements de santé privés.

En réponse, le directeur du GIP a indiqué que le GIP est désormais « *en conformité pour la préservation de la relation de quasi-régie ou in house entre lui et ses adhérents* ».

4 – Des pratiques qui s’affranchissent des règles de la gestion publique

4.1. Des achats réalisés en dehors des règles de la commande publique

Les achats du GIP ne sont pas soumis au code des marchés publics, mais à l’ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005, qui prévoit en particulier des règles de publicité et de mises en concurrence. Le contrôle de la chambre a montré que le groupement s’était affranchi de ces règles, alors même que les montants des travaux ou des services achetés pouvaient être élevés.

Il appartient au GIP de professionnaliser sa fonction achat de manière à respecter les dispositions de l’ordonnance précitée.

En réponse aux observations provisoire, le directeur du GIP s’est engagé à « *dorénavant appliquer les dispositions de l’ordonnance du 6 juin 2005* » et a indiqué avoir recruté un responsable achats/marchés, reconnaissant ainsi le bienfondé de la remarque de la chambre.

4.2.- Frais de déplacement

La chambre a relevé que le GIP s’était affranchi depuis octobre 2009 des règles posées par le décret du 3 juillet 2006 applicable à ses agents dans leurs déplacements. Le groupement applique en effet des tarifs de remboursement des frais d’hébergement et de frais de taxi nettement plus favorables que ceux prévus par le décret du 3 juillet 2006.

Il appartient au GIP de revenir aux règles en vigueur.

En réponse aux observations provisoire, le directeur du GIP s’est engagé à respecter la réglementation sur ces deux points.

5 – Deux avenants à la convention constitutive non publiés

Les avenants n° 3 et 4 à la convention constitutive n'ont jamais été publiés. La chambre appelle l'attention du GIP sur le risque juridique qui pèse, du fait de cette lacune, sur l'ensemble des activités du groupement.

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| SYNTHESE DES OBSERVATIONS..... | 3 |
| 1 - LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU 8 DECEMBRE 1993 ET SES AVENANTS..... | 8 |
| 1.1 - L'avenant n° 1 du 9 octobre 2003 | 8 |
| 1.2 - L'avenant n° 2 du 12 décembre 2006 | 9 |
| 1.3 - Le défaut de publication des arrêtés approuvant les avenants n° 3 et 4 | 9 |
| 2 - FIABILITE DES COMPTES | 9 |
| | |
| 3 - SITUATION FINANCIERE | 11 |
| | |
| 3.1 - Des recettes et des dépenses en forte augmentation..... | 11 |
| 3.2 - Le résultat et la capacité d'autofinancement..... | 15 |
| 3.3 - Des recettes et des dépenses d'investissement en forte progression | 16 |
| | |
| 4 - POLITIQUE D'ACHAT | 18 |
| 4.1 - Un organisme soumis à l'ordonnance du 6 juin 2005 et non au code des marchés publics | 18 |
| 4.2 - Des achats réalisés en dehors des règles de la commande publique..... | 19 |
| 4.2.1 - La construction des centres de données de Toulouse et Amiens | 20 |
| 4.2.2 - Les achats de fournitures courantes et de services du GIP..... | 21 |
| 4.3 - La réponse du directeur du GIP MIPIH | 25 |
| | |
| 5 - PRESTATIONS SERVIES PAR LE GIP MIPIH A SES « ADHERENTS » | 25 |
| 5.1 - Les éléments constitutifs de la relation de quasi-régie..... | 26 |
| 5.2 - Les risques attachés à la présence de personnes privées parmi les membres du GIP... | 27 |
| 5.3 - La réponse du directeur du GIP MIPIH | 27 |
| | |
| 6 - FRAIS DE DEPLACEMENT | 27 |
| 6.1 - Rappel du cadre réglementaire applicable..... | 27 |
| 6.1.1 - Le GIP est soumis aux règles applicables aux personnels civils de l'Etat | 27 |
| 6.1.2 - Frais d'hébergement | 28 |
| 6.1.3 - Frais de taxi | 28 |
| 6.2 - Frais d'hébergement..... | 28 |
| 6.2.1 - Des indemnités revalorisées en 2009... .. | 28 |
| 6.2.2 - ...En méconnaissance de la réglementation en vigueur | 29 |
| 6.3 - Frais de taxi | 29 |
| | |
| 7 - CONCLUSION..... | 30 |
| | |
| 8 - RECOMMANDATIONS..... | 31 |

Le groupement d'intérêt public (GIP) Midi Picardie Informatique Hospitalière (MIPIH) dont le siège social est à Toulouse, est un éditeur d'applications informatiques de gestion économique et financière pour les établissements de santé. Plus de 400 établissements hospitaliers de toute la France (cf. liste en annexe) adhèrent au GIP. Ils lui sont redevables d'une cotisation de structure et de subventions d'investissement.

Créé en 1993, il employait en 2012 près de 400 agents et disposait d'un budget de 58 M€ en fonctionnement et 8,3 M€ en investissement.

En 2008, la structure a pris la dénomination de Midi-Picardie Informatique Hospitalière (MIPIH), à la suite de la fusion entre le GIP MIPIH (Midi-Pyrénées Informatique Hospitalière) et le syndicat inter hospitalier de Picardie (SIHPIC). Le GIP MIPIH comprend à ce jour, en complément du site principal situé à Toulouse (270 agents), deux antennes : en Picardie d'une part (120 agents) et en Champagne Ardenne (15 agents) d'autre part.

Les ressources du groupement sont constituées :

- des cotisations dites « frais de structure » (FDS)² ;
- des quotes-parts du « Fonds d'Investissement au Développement et à l'Edition de logiciels³ » (FIDEL) ;
- de la facturation de la maintenance aux membres ;
- du remboursement des prestations facturées à l'unité d'œuvre, des prestations de services et de toutes activités exercées à titre onéreux.

Son directeur, détaché du corps des directeurs d'hôpitaux, est nommé par arrêté ministériel. Le GIP est soumis au contrôle de l'Etat. A cette fin, un commissaire du Gouvernement, désigné par le Ministère de la santé, est placé auprès du lui⁴.

Depuis 2006, l'activité du GIP MIPIH a fortement crû en raison notamment de la fusion avec le SIH de Picardie (Amiens) et de la création d'un nouveau site à Reims.

En outre, compte-tenu des demandes de ses adhérents et de l'évolution des technologies, le GIP MIPIH a réalisé un projet innovant en se dotant d'un centre de données permettant l'hébergement de données informatiques et la sauvegarde des informations dans des conditions de sécurité optimales (duplication des équipements et des sauvegardes entre les sites de Toulouse et d'Amiens).

² Les frais de structure du GIP sont répartis entre ses membres. Cette cotisation finance les charges de fonctionnement (administration générale et informatique interne) du GIP.

³ Chaque adhérent est redevable d'une cotisation FIDEL (Fonds d'investissement pour le Développement et l'Etude de Logiciels), destinée au financement des logiciels en faveur de ses adhérents. Cette subvention, considérée comme une subvention d'investissement, est amortie par tiers chaque année (suit l'amortissement des logiciels).

⁴ Article 16 de la convention constitutive.

1 - LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU 8 DECEMBRE 1993 ET SES AVENANTS

1.1 - L'avenant n° 1 du 9 octobre 2003

La convention constitutive du 8 décembre 1993 a fait l'objet d'un avenant, en date du 9 octobre 2003, qui dispose que le GIP MIPIH est composé d'une majorité de centres hospitaliers, maisons de retraite, syndicats inter-hospitaliers, hôpitaux locaux, GIP et associations sociales médicales.

Conformément à l'article 2 modifié, le GIP MIPIH a pour objet « Au bénéfice de ses membres, la création et la gestion de services communs ; *l'exercice de toute activité concourant à la mise en œuvre, au fonctionnement, au développement et à la coordination de l'informatique et des systèmes d'échanges et traitement d'informations des Etablissement de santé, des Etablissements sanitaires et sociaux, ainsi que les Réseaux. Pour l'accomplissement de ses missions, « le MIPIH s'organisera afin de réaliser notamment :*

- *Des prestations d'expertise, d'assistance et de conseil,*
- *Le développement et l'édition de progiciels dans les domaines de la gestion économique et financière, la gestion des patients hospitalisés et consultants, y compris la facturation, autour d'une infrastructure applicative logicielle structurante dénommée NOYAU,*
- *Le développement d'applications de gestion ou d'aide à la gestion par le biais d'infocentres ou permettant les échanges de données,*
- *Des développements spécifiques facilitant l'intégration des systèmes d'information,*
- *La diffusion de logiciels,*
- *De la formation,*
- *Des prestations d'exploitation et d'infogérance,*

Il recherchera les partenariats indispensables à la réalisation des missions qui lui seront confiées.

L'organisation interne du MIPIH devra autoriser la prise en compte de nouvelles activités, justifiées par l'évolution des besoins des Etablissements et de nouveaux apports technologiques, dans le respect de son objet ».

La durée du GIP MIPIH est de 15 ans renouvelables à compter de la publication au Journal Officiel.

Le capital, précisé à l'article 6 modifié, s'élève à 3 890 847,65 € dont 1 946 147,11 € d'apport du CHU de Toulouse et 1 944 700,54 € de résultats cumulés au 31 décembre 2001.

L'article 9 modifié dispose que le GIP MIPIH fonctionne avec des agents mis à disposition par les membres, d'agents détachés des collectivités territoriales. Par dérogation à ces dispositions, l'article 10 bis, introduit par l'avenant n° 1, prévoit qu'à titre exceptionnel, des contractuels puissent être recrutés.

1.2 - L'avenant n° 2 du 12 décembre 2006

L'avenant n° 2 actualise la liste des adhérents au GIP.

1.3 - Le défaut de publication des arrêtés approuvant les avenants n° 3 et 4

L'avenant n° 3 non daté qui prenait pourtant acte de la fusion entre le GIP MIPIH et le SIHPIC, n'a à ce jour pas fait l'objet d'une publication au JOR ; pas plus que l'avenant n° 4, non daté, qui actualise la liste des membres du MIPIH.

La chambre invite le GIP à veiller à ce que les avenants soient publiés car cette situation fait peser un risque juridique sur le GIP et sur ses membres, s'agissant en particulier des contrats de travail et des marchés publics.

2 - FIABILITE DES COMPTES

Le GIP MIPIH applique l'instruction M 91 relative à la réglementation financière et comptable établissements publics nationaux à caractère administratif.

La chambre a examiné les points suivants : réalisation des prévisions budgétaires, rattachement des charges et des produits, provisions, restes à recouvrer et gestion des immobilisations. Ils n'appellent pas de commentaire particulier, sauf en ce qui concerne les provisions.

tableau n° 1 : Évolution des provisions (compte 15)

| compte | libellé | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | Différence en € | Variation en % |
|--------|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------------|----------------|
| 15 | provisions | 1 029 754 | 1 107 775 | 1 507 775 | 1 567 775 | | |
| | dont c/ 1518 autres provisions pour risques (indemnités de licenciement) | 424 051 | 424 051 | 524 051 | 524 051 | 100 000 | 24 % |
| | dont c/ 1572 provisions pour grosses réparations | 0 | 0 | 250 000 | 250 000 | 250 000 | |
| | dont c/ 1588 autres provisions pour charges (CET) | 605 703 | 683 724 | 733 724 | 793 724 | 188 022 | 31 % |
| 6815 | dotations aux provisions pour risques et charges | 0 | 78 022 | 400 000 | 60 000 | 60 000 | |

Source: comptes financiers

tableau n° 2 : Évolution des reprises sur provisions

| compte | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | Différence en € | Variation en % |
|--------|---------|------|------|------|-----------------|----------------|
| 7815 | 113 313 | 0 | 0 | 0 | SO | SO |

Source: comptes financiers

En 2009, 2010 et 2011, le GIP MIPIH n'a effectué aucune reprise sur provisions, le compte 7815 n'ayant pas été mouvementé.

Si la gestion des provisions relatives aux indemnités de licenciement et grosses réparation n'appellent pas d'observations, il n'en va pas de même s'agissant des provisions pour les comptes épargne temps (CET). Des jours CET ont été consommés sur les exercices 2009, 2010 et 2011, alors qu'aucune reprise sur provisions n'a été constatée.

Le GIP a indiqué qu'il opérerait une contraction entre la dotation aux provisions pour CET et les reprises. La méthode utilisée par le GIP pour gérer les provisions pour charges résultant du CET n'est pas conforme aux règles budgétaires et comptables prévues par l'instruction M 91. Une telle contraction n'est, en effet, pas permise.

En réponse aux observations provisoires de la chambre, le directeur du GIP s'est engagé à appliquer les dispositions applicables « avec la création de la procédure RH adéquate et des CET historiques et pérennes pour les collaborateurs, conformément à la dernière législation et [à veiller au] respect du principe comptable de non contraction entre les dotations et les reprises ».

S'agissant des CET, le GIP MIPIH applique la réglementation relative à la fonction publique hospitalière. Selon l'article 8 du décret n° 2002-788 du 3 mai 2002 modifié, le nombre total de jours inscrits sur un CET ne peut excéder un plafond global, fixé à 60 par l'arrêté du 6 décembre 2012.

Le montant de la provision constituée dans les comptes (793 724 €) est supérieur à l'estimation de la charge éventuelle correspondante (583 022€⁵). La chambre recommande donc à la structure d'ajuster la provision correspondante, en la ramenant au montant estimé de la charge éventuelle correspondante.

En outre, contrairement aux dispositions susmentionnées, 15 agents disposent d'un CET doté de plus de 60 jours (de 61 et 157 jours). En application du décret du 3 mai 2002 modifié, les jours excédentaires correspondants pourront être pris en congés, monétisés ou convertis en points retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP).

⁵ Le GIP MIPIH effectue la valorisation selon la méthode suivante : (forfait de rachat de 125 € pour toutes les catégories x nombre de jours épargnés) x 1,6 pour les charges.

tableau n° 3 : CET - Etat récapitulatif au 31 décembre 2011

| Etablissements | Agents | Total charges | Nb Jours cumulés | Valorisation à 125 € *1,6 pour les charges |
|---------------------|--------|---------------|------------------|--|
| MIPIH-DET- TOULOUSE | A | 236 224,92 € | 157,00 | 31 400,00 € |
| MIPIH-DET- TOULOUSE | B | 133 852,90 € | 117,00 | 23 400,00 € |
| MIPIH TOULOUSE | C | 82 171,03 € | 109,00 | 21 800,00 € |
| CHU AMIENS | D | 135 965,98 € | 101,50 | 20 300,43 € |
| CHU-DET-AMIENS | E | 113 039,84 € | 95,30 | 19 060,17 € |
| MIPIH-AMIENS | F | 68 744,55 € | 94,06 | 18 812,00 € |
| MIPIH-DET- TOULOUSE | G | 114 786,33 € | 93,00 | 18 600,00 € |
| CHU AMIENS | H | 156 371,98 € | 92,65 | 8 530,00 € |
| MIPIH-MAD-TOULOUSE | I | 76 306,88 € | 86,00 | 17 200,00 € |
| MIPIH TOULOUSE | J | 143 288,39 € | 85,50 | 17 100,00 € |
| MIPIH TOULOUSE | K | 46 319,61 € | 68,00 | 13 600,00 € |
| MIPIH TOULOUSE | L | 71 333,93 € | 67,50 | 13 500,00 € |
| MIPIH-AMIENS | M | 100 348,68 € | 62,75 | 12 550,00 € |
| CHU AMIENS | N | 130 584,88 € | 62,67 | 12 533,83 € |
| CHU AMIENS | O | 68 209,84 € | 61,81 | 12 361,04 € |

Source : MIPIH

3 - SITUATION FINANCIERE

3.1 - Des recettes et des dépenses en forte augmentation

Entre 2008 et 2012, le nombre de membres du GIP a augmenté de 95 à 406 adhérents.

Ces très fortes variations sont notamment liées à la fusion de 2008 entre le GIP de Midi-Pyrénées et le SIH de Picardie ainsi qu'à la création d'un nouveau site à Reims en 2010. En l'absence de comptabilité analytique suffisamment précise, il n'a pas été possible de mesurer l'effet de la fusion sur l'évolution des recettes et des dépenses. Cette évolution a naturellement marqué les recettes de fonctionnement du GIP qui ont doublé entre 2008 et 2011, de 25 à 50 M€, permettant de s'ajuster à la hausse des dépenses de personnel (augmentation de 12 à 22 M€) et à celle des autres dépenses de fonctionnement (augmentation de 12 à 27 M€). Précisément, le compte 706 « prestations de service » a doublé sur la période, passant de 21 M€ à 42 M€. Par ailleurs, la quote-part FIDEL⁶ a augmenté de 2,7 M€, soit 193 %.

⁶ Chaque adhérent est redevable d'une cotisation FIDEL (Fonds d'investissement pour le Développement et l'Etude de Logiciels) considérée comme une subvention d'investissement. Cette subvention est amortie par tiers chaque année et suit l'amortissement des logiciels.

tableau n° 4 : Evolution des recettes de fonctionnement entre 2008 et 2011

| Comptes | | 2 008 | 2 009 | 2 010 | 2 011 | Evolution en € | Variation en % |
|--------------|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| 706 | Prestations de service | 20 985 244 | 27 889 992 | 34 506 029 | 42 301 786 | 21 316 542 | 102 % |
| Dont 70662 | Cotisations adhérents – frais de structures | 2 509 689 | 3 773 623 | 4 247 247 | 4 954 496 | - | - |
| 708 | Produits des activités annexes | 163 074 | 95 066 | 64 130 | 70 975 | -92 099 | -56 % |
| 70 | Produits | 21 148 318 | 27 985 058 | 34 570 159 | 42 372 761 | 21 224 443 | 100 % |
| 72 | Production immobilisée | 2 001 448 | 2 700 000 | 3 100 000 | 3 100 000 | 1 098 552 | 55 % |
| 74 | Dons et legs | 0 | 0 | 69 605 | 0 | SO | SO |
| 755 | Quote part de résultat des GIE | 0 | | | | SO | SO |
| 758 | Divers autres produits de gestion courante | 98 647 | 183 849 | 76 964 | | -98 647 | -100 % |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 98 647 | 183 849 | 76 964 | 0 | -98 647 | -100 % |
| 764 | Produits financiers | 73 643 | 6 513 | 2 011 | 5 723 | -67 920 | -92 % |
| 76 | Produits financiers | 73 643 | 6 513 | 2 011 | 5 723 | -67 920 | -92 % |
| 771 | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 199 667 | 229 698 | 416 881 | 203 317 | 3 651 | 2 % |
| 772 | Produits sur exercices Antérieurs | 0 | 0 | 0 | 0 | SO | SO |
| 775 | Produits des cessions des éléments d'actif | 12 542 | 2 304 | 3 873 | 1 110 | -11 432 | -91 % |
| 777 | Quote part FIDEL | 1 420 848 | 1 883 049 | 2 676 930 | 4 159 496 | 2 738 648 | 193 % |
| 778 | Autres produits exceptionnels | | | 202 109 | 305 217 | 305 217 | SO |
| 77 | Produits exceptionnels | 1 633 056 | 2 115 051 | 3 299 793 | 4 669 140 | 3 036 084 | 186 % |
| 78 | Reprises sur amortissements et provisions | 113 313 | 0 | 0 | 0 | -113 313 | -100 % |
| TOTAL | | 25 068 425 | 32 990 472 | 41 118 532 | 50 147 624 | 25 079 199 | 100 % |

Source: comptes financiers

tableau n° 5 : Evolution des charges de fonctionnement entre 2008 et 2011

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | Evolution en € | Variation en % |
|----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| Charges de personnel | 12 691 042 | 17 394 514 | 19 778 398 | 22 523 535 | 9 832 493 | 77 % |
| Autres charges | 12 106 113 | 15 570 193 | 21 293 476 | 27 600 822 | 15 494 709 | 128 % |
| Total | 24 797 155 | 32 964 706 | 41 071 874 | 50 124 357 | 25 327 202 | 102 % |

Source: comptes financiers

Les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 15 M€ entre 2008 et 2011. Cette évolution est portée par celle des « études et prestations de service » (compte 604) à hauteur de 5,7 M€ et des dotations aux amortissements pour 3,2 M€ (compte 68) résultant de la construction du « data center » et de l'acquisition du site d'Amiens.

L'augmentation des services extérieurs et autres services de 4 M€ s'explique par celle des frais de déplacement (+1 M€), résultant de la création de deux nouveaux sites distants et de la location de serveurs.

Entre 2008 et 2011, les dépenses de personnel (comptes 62 à 64) ont progressé de 12,7 M€ à 22,5 M€, soit une augmentation de 77 %. Cette augmentation est portée par celle des charges de personnel propre au GIP MIPIH, qui a atteint 7,8 M€ en 2011.

Or, l'article 9 dispose que le GIP MIPIH fonctionne avec des agents mis à disposition par les membres, d'agents détachés des collectivités territoriales. Par dérogation à ces dispositions, l'article 10 bis prévoit que, « à titre exceptionnel, et dans la mesure où les procédures prévues aux articles 9 et 10 ci-dessus ne permettent pas d'assurer la qualification ou la disponibilité nécessaire en matière de ressources humaines, le groupement peut recruter des personnels contractuels pour une durée n'excédant pas le terme de sa propre existence. Les agents ainsi recrutés n'acquièrent aucun droit à occuper ultérieurement un emploi dans les organismes membres du groupement ».

tableau n° 6 : Evolution des dépenses de personnel entre 2008 et 2011

| Comptes | 2 008 | 2 009 | 2010 | 2011 | Evolution en € | Variation en % |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| 60410 Prestations de services (SSII) | 2 615 019 | 2 898 874 | 3 666 734 | 4 549 282 | 1 934 263 | 74 % |
| 60411 Prestations de services, formations Clients | 142 366 | 37 127 | 33 478 | 5 765 | -136 601 | -96 % |
| 60412 Prestations de services, formations Adhérents | 1 725 345 | 1 521 521 | 2 407 047 | 3 407 531 | 1 682 186 | 97 % |
| 604 Achats d'études et de prestations de services | 4 482 730 | 4 457 522 | 6 107 259 | 7 962 578 | 3 479 848 | 78 % |
| 60 Achats | 4 482 730 | 4 457 522 | 6 107 259 | 7 962 578 | 3 479 848 | 78 % |
| 6214 Personnels CHU | 3 353 108 | 4 969 090 | 4 583 765 | 4 546 308 | 1 193 200 | 36 % |
| 6211 Personnels autres ét | 57 318 | 148 904 | 44 681 | 54 216 | -3 102 | -5 % |
| 621 Charges Personnel Mis à Disposition | 3 410 426 | 5 117 994 | 4 628 446 | 4 600 525 | 1 190 099 | 35 % |
| 62 Autres services extérieurs | 3 410 426 | 5 117 994 | 4 628 446 | 4 600 525 | 1 190 099 | 35 % |
| 631 Taxes sur les salaires | 553 820 | 776 363 | 906 694 | 1 099 370 | 545 550 | 99 % |
| 633 Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération (autres organismes) | 310 724 | 409 992 | 511 526 | 618 835 | 308 111 | 99 % |
| 63 Impôts, Taxes & Versements assimilés | 864 544 | 1 186 355 | 1 418 220 | 1 718 206 | 853 662 | 99 % |
| 641 Rémunérations du personnel | 6 014 637 | 7 946 357 | 9 753 476 | 11 542 139 | 5 527 502 | 92 % |
| 644 Contrats aidés | 27 666 | 37 069 | 25 895 | 3 641 | -24 025 | -87 % |
| 645 Charges de Sécurité Sociale et de Prévoyance | 2 257 014 | 2 911 596 | 3 710 023 | 4 392 617 | 2 135 603 | 95 % |
| 647 Autres charges sociales | 116 755 | 195 144 | 242 339 | 266 408 | 149 653 | 128 % |
| 64 Charges du Personnel Direct MIPIH | 8 416 072 | 11 090 165 | 13 731 732 | 16 204 805 | 7 788 733 | 93 % |
| TOTAL 62, 63 et 64 | 12 691 042 | 17 394 514 | 19 778 398 | 22 523 535 | 9 832 493 | 77 % |
| TOTAL 60, 62, 63 et 64 | 17 173 772 | 21 852 036 | 25 885 657 | 30 486 114 | 13 312 342 | 78 % |

Source: comptes financiers

Entre 2008 et 2011, les effectifs du GIP MIPIH ont augmenté de 252 à 364 agents (+ 112 agents) représentant une hausse de 44 %, par suite notamment de la fusion avec le site d'Amiens (92 agents en 2011) et de la création du site de Reims. La part dédiée à la fonction administrative, en diminution de 14 %, est composé de 31 agents en 2011, soit 9 % des effectifs globaux.

tableau n° 7 : Evolution des effectifs par site et par direction entre 2008 et 2011

| | 2008 | | | | | 2011 | | | | |
|--|--------------------------------------|-------------|--------------------|-------------|--------------|-------------|-------------|--------------------|--------------|--------------|
| | directions | | | | | Directions | | | | |
| | Clientèle | Techn. | Ad ^{tion} | Stratégique | Total | Clientèle | Techn. | Ad ^{tion} | Stratégique | total |
| TOULOUSE | | | | | | | | | | |
| Détaché | 2 | 1 | 5 | 0 | 8 | 6 | 0 | 5 | 2 | 13 |
| CDI | 68 | 44 | 12 | 0 | 124 | 97 | 93 | 11 | 11 | 212 |
| CDD | 1 | 1 | 1 | 0 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Sous Total | 71 | 46 | 18 | 0 | 135 | 105 | 93 | 16 | 13 | 227 |
| MAD | 15 | 6 | 0 | 3 | 24 | 17 | 6 | 0 | 3 | 26 |
| Sous total site Toulouse | 86 | 52 | 18 | 3 | 159 | 122 | 99 | 16 | 16 | 253 |
| Evolution entre 2008 et 2011 en % | | | | | | 42 % | 90 % | -11 % | 433 % | 59 % |
| AMIENS | | | | | | | | | | |
| Détaché | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| CDI | 16 | 21 | 5 | 0 | 42 | 28 | 18 | 5 | 2 | 53 |
| CDD | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Sous Total | 16 | 21 | 5 | 0 | 42 | 29 | 19 | 5 | 2 | 55 |
| MAD | 26 | 9 | 13 | 3 | 51 | 18 | 9 | 8 | 2 | 37 |
| Sous total site Amiens | 42 | 30 | 18 | 3 | 93 | 47 | 28 | 13 | 4 | 92 |
| Evolution entre 2008 et 2011 en % | | | | | | 12 % | -7 % | -28 % | 33 % | -1 % |
| REIMS | | | | | | | | | | |
| Détaché | Structure inexistante en 2008 | | | | | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| CDI | | | | | | 13 | 0 | 2 | 0 | 15 |
| CDD | | | | | | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Sous total | | | | | | 16 | 0 | 2 | 0 | 18 |
| MAD | | | | | | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Sous total Reims | | | | | | 17 | 0 | 2 | 0 | 19 |
| Evolution entre 2008 et 2011 en % | | | | | | NS | NS | NS | NS | NS |
| CONSOLIDÉ | | | | | | | | | | |
| Détaché | 2 | 1 | 5 | 0 | 8 | 9 | 0 | 5 | 2 | 16 |
| CDI | 84 | 65 | 17 | 0 | 166 | 138 | 111 | 18 | 13 | 280 |
| CDD | 1 | 1 | 1 | 0 | 3 | 3 | 1 | 0 | 0 | 4 |
| MAD | 41 | 15 | 13 | 6 | 75 | 36 | 15 | 8 | 5 | 64 |
| Total général | 128 | 82 | 36 | 6 | 252 | 186 | 127 | 31 | 20 | 364 |
| % par rapport à l'effectif total | | | | | | | | | | |
| | 51 % | 33 % | 14 % | 2 % | 100 % | 51 % | 35 % | 9 % | 5 % | 100 % |

Source: à partir des tableaux des effectifs du GIP MIPIH

La forte proportion de personnel propre au GIP par rapport au personnel mis à disposition ou détaché montre que le recrutement direct n'est pas exceptionnel ; la chambre observe que cette situation est contraire aux dispositions des articles 9 et 10 bis de la convention constitutive.

En réponse aux observations provisoires de la chambre, le directeur a indiqué que les avenants en cours de publication ont modifié l'article 10 bis de la convention constitutive qui est ainsi dorénavant stipulée : « à titre complémentaire, le groupement peut recruter directement des personnels contractuels de droit public ou de droit privé ».

3.2 - Le résultat et la capacité d'autofinancement

Entre 2008 et 2011, l'évolution de recettes du GIP a permis de couvrir celle des dépenses de personnel et de fonctionnement, laissant un résultat positif sur toute la période. Le résultat est toutefois en net recul sur la période du fait de l'augmentation des charges de fonctionnement.

Ajouté aux dotations aux amortissements, en croissance sur la période en raison de la réalisation d'importants travaux, et après déduction des produits de cession d'actifs et de la quote-part des subventions virées au compte de résultat, la capacité d'autofinancement nette est en progression de 307 K€ (+81 %).

La très forte croissance des recettes d'investissement (+16 M€) par rapport aux dépenses d'investissement (+8 M€) se solde par un apport au fonds de roulement qui représente 8,7 M€ en 2011. En revanche, en 2010, l'exercice s'est soldé par un prélèvement de 1,4 M€ sur le fonds de roulement. Cette dégradation a été compensée par le niveau de la trésorerie qui s'élevait à 2,9 M€ à la fin de l'exercice 2009.

tableau n° 8 : Evolution du résultat et de la CAF entre 2008 et 2011

| | 2 008 | 2 009 | 2 010 | 2 011 | Evolution en € | Variation en % |
|--|----------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| Recettes de fonctionnement | 25 068 425 | 32 990 472 | 41 118 532 | 50 147 624 | 25 079 199 | 100 % |
| - Enveloppe "personnel" | 12 691 042 | 17 394 514 | 19 778 398 | 22 523 535 | 9 832 493 | 77 % |
| - Enveloppe "fonctionnement" | 12 106 113 | 15 570 193 | 21 293 476 | 27 600 822 | 15 494 709 | 128 % |
| = Résultat de l'exercice | 271 270 | 25 765 | 46 657 | 23 267 | -248 003 | -91 % |
| + Dotations aux amortissements et aux provisions | 1 540 679 | 2 567 799 | 3 702 207 | 4 822 977 | 3 282 297 | 213 % |
| + Valeurs comptables des éléments d'actif cédés | 0 | 0 | 0 | 0 | SO | SO |
| - Produits des cessions d'actifs | 12 542 | 2 304 | 3 873 | 1 110 | -11 432 | -91 % |
| - Reprises sur amortissements et provisions | 0 | 0 | 0 | 0 | SO | SO |
| - quote-part des subventions virées au cpte de résultat | 1 420 848 | 1 883 049 | 2 676 930 | 4 159 496 | 2 738 648 | 193 % |
| Capacité d'autofinancement | 378 560 | 708 211 | 1 068 062 | 685 637 | 307 078 | 81 % |
| + Recettes investissement | 5 144 855 | 7 364 208 | 13 683 374 | 16 295 374 | 11 150 519 | 217 % |
| - Dépenses d'investissement | 4 631 534 | 5 032 157 | 16 232 498 | 8 233 568 | 3 602 034 | 78 % |
| Apport au fonds de roulement | 891 881 | 3 040 263 | | 8 747 443 | 7 855 563 | 881 % |
| = Prélèvement sur fonds de roulement | | | -1 481 062 | | | |

source: comptes financiers

3.3 - Des recettes et des dépenses d'investissement en forte progression

Le tableau n° 9 permet de constater une forte évolution des recettes d'investissement, à hauteur de 11 M€ entre 2008 et 2011, portée par la croissance des emprunts, qui augmentent de 10 M€, ainsi que par les subventions d'investissement (+2 M€) provenant des cotisations des membres adhérents au GIP.

tableau n° 9 : Evolution des recettes d'investissement entre 2008 et 2011

| Comptes | | 2 008 | 2 009 | 2 010 | 2 011 | Evolution en € | Variation en % |
|---------|--|------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| 10 | Capital et réserves | 1 183 100 | 71 346 | 25 765 | 46 658 | -1 136 442 | -96 % |
| 11 | Report à nouveau | 385 371 | 0 | 0 | 0 | SO | SO |
| | <i>1315Cotisations Fidel adhérents</i> | <i>2 506 039</i> | <i>3 714 840</i> | <i>6 257 609</i> | <i>5 188 716</i> | <i>2 682 677</i> | <i>107 %</i> |
| 13 | Subventions d'investissement | 2 506 039 | 3 714 840 | 6 257 609 | 5 188 716 | 2 682 677 | 107 % |
| 15 | Provisions | 505 463 | 78 022 | 400 000 | 60 000 | -445 463 | -88 % |
| 16 | Emprunts et dettes financières | 564 882 | 3 500 000 | 7 000 000 | 11 000 000 | 10 435 118 | 1847 % |
| | TOTAL | 5 144 855 | 7 364 208 | 13 683 374 | 16 295 374 | 11 150 519 | 217 % |

Source: comptes financiers

Les dépenses d'investissement sont en forte progression sur la période considérée, passant de 4,6 M€ à 8,2 M€, soit une augmentation de 3,5 M€ (+77 %). Sur la période, différentes opérations d'envergure ont été réalisées et notamment la création de deux data centers (Toulouse et Amiens) et l'acquisition d'un immeuble de bureaux à Toulouse.

tableau n° 10 : Evolution des dépenses d'investissement entre 2008 et 2011

| | | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | Evolution en € | Variation en % |
|-----------|---|------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| 164 | <i>Emprunts auprès des établissements de crédit</i> | 203 915 | 255 952 | 541 935 | 780 327 | 576 412 | 282,7 % |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 203 915 | 255 952 | 541 935 | 780 327 | 576 412 | 282,7 % |
| 205 | <i>Concessions et droits similaires, brevets, licences...</i> | 1 471 373 | 223 100 | 384 755 | 571 154 | -900 218 | -61,2 % |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 1 471 373 | 223 100 | 384 755 | 579 800 | -891 573 | -60,6 % |
| 213 | <i>Constructions</i> | 73 125 | 991 486 | 2 999 838 | 436 182 | 363 057 | 496,5 % |
| 218 | <i>Autres immobilisations corporelles</i> | 878 636 | 647 669 | 3 109 520 | 594 813 | -283 823 | -32,3 % |
| 21 | Immobilisations corporelles | 951 761 | 1 639 155 | 6 109 357 | 1 030 995 | 79 234 | 8,3 % |
| 231 | <i>Immobilisations corporelles en cours</i> | | 212 049 | 5 935 316 | 2 741 787 | 2 741 787 | SO |
| 232 | <i>Immobilisations incorporelles en cours</i> | 2 001 449 | 2 700 000 | 3 100 000 | 3 100 000 | 1 098 551 | 54,9 % |
| 23 | Immobilisations en cours | 2 001 449 | 2 912 049 | 9 035 316 | 5 841 787 | 3 840 338 | 191,9 % |
| 266 | <i>Autres formes de participation</i> | 1 525 | 951 | 152 449 | | SO | SO |
| 26 | Participations et créances rattachées à des participations | 1 525 | 951 | 152 449 | 0 | SO | SO |
| 275 | <i>Dépôts et cautionnements versés</i> | 1 511 | 951 | 8 686 | 659 | -852 | -56,4 % |
| 27 | Autres immobilisations financières | 1 511 | 951 | 8 686 | 659 | -852 | -56,4 % |
| | TOTAL | 4 631 534 | 5 032 157 | 16 232 498 | 8 233 568 | 3 602 034 | 77,8 % |

Source: comptes financiers

Le tableau n° 11 montre que l'encours global de la dette était de 22 M€ au 31 décembre 2011, contre 2 M€ en début de période.

tableau n° 11 : Evolution de la dette entre 2008 et 2011

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | Evolution en € | Variation en % |
|-------------------------------|-----------|-----------|------------|------------|-------------------|-------------------|
| dette totale | 2 044 528 | 5 336 099 | 11 794 164 | 22 013 837 | 19 969 309 | 977 % |
| annuité | 322 153 | 354 600 | 798 839 | 1 247 559 | 925 406 | 287 % |
| dont intérêts | 118 238 | 98 648 | 256 904 | 467 233 | 348 995 | 295 % |
| dont capital | 203 915 | 255 952 | 541 935 | 780 327 | 576 411 | 283 % |
| % intérêts sur annuité | 37 % | 28 % | 32 % | 37 % | | |

Source: comptes financiers

4 - POLITIQUE D'ACHAT

4.1 - Un organisme soumis à l'ordonnance du 6 juin 2005 et non au code des marchés publics

Sur toute la période contrôlée, le GIP MIPIH est soumis aux principes de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics, et de son décret du 30 décembre 2005⁷. En conséquence, lorsque le groupement achète des travaux, des fournitures et des services pour satisfaire ses propres besoins, il doit conclure des marchés en respectant les règles prévues par ces textes.

En application des dispositions de l'article 6 de l'ordonnance, *« les marchés et les accords-cadres soumis à la présente ordonnance respectent les principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures. Ces principes permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics »*.

En application des dispositions de l'article 10 du même texte, *« après avoir défini ses besoins, le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice procède à une publicité permettant la présentation de plusieurs offres concurrentes, dans les conditions et sous réserve des exceptions définies par décret en Conseil d'Etat »*.

L'article 7 du décret de 2005 prévoit que les seuils au-delà desquels les procédures formalisées⁸ doivent être menées. Pour la période 2008 à 2011, ces seuils étaient les suivants :

- du 1^{er} janvier 2008 au 1^{er} janvier 2010 : 5 150 K€ HT pour les travaux et 206K€ HT pour les fournitures et services
- du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} janvier 2012 : 4 845K€ HT pour les travaux et 193K€ HT pour les fournitures et services

L'article 8 du même texte énumère la liste des services dont les marchés doivent faire l'objet d'une procédure formalisée si leur montant excède les seuils prévus à l'article 7 :

- « 1° Services d'entretien et de réparation ;
- 2° Services de transports terrestres, y compris les services de véhicules blindés et les services de courrier ;
- 3° Services de transports aériens de voyageurs et de marchandises ;
- 4° Services de transports de courrier par transport terrestre et par air ;
- 5° Services de télécommunications ;
- 6° Services financiers : services d'assurances, services bancaires et d'investissement, sous réserve des dispositions des 2° et 3° de l'article 7 de l'ordonnance du 6 juin 2005 susvisée ;
- 7° Services informatiques et services connexes ;

⁷ Décret n° 2005-1742 du 30 décembre 2005 fixant les règles applicables aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics

⁸ Appel d'offres ouvert ou restreint, procédure négociée, procédure de dialogue compétitif, procédure de concours, système d'acquisition dynamique.

- 8° *Services de recherche-développement, sous réserve des dispositions du 4° de l'article 7 de l'ordonnance du 6 juin 2005 susvisée ;*
- 9° *Services comptables, d'audit et de tenue de livres ;*
- 10° *Services d'études de marché et de sondages ;*
- 11° *Services de conseil en gestion et services connexes, sous réserve des dispositions du 10° de l'article 7 de l'ordonnance du 6 juin 2005 susvisée ;*
- 12° *Services d'architecture ; services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie ; services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère ; services connexes de consultations scientifiques et techniques ; services d'essais et d'analyses techniques ;*
- 13° *Services de publicité ;*
- 14° *Services de nettoyage de bâtiments et services de gestion de propriétés ;*
- 15° *Services de publication et d'impression rémunérés sur la base d'une redevance ou sur une base contractuelle ;*
- 16° *Services de voirie et d'enlèvement des ordures, services d'assainissement et services analogues ».*

Lorsque le montant d'une opération de travaux ou d'un achat de fournitures ou de services prioritaires est supérieur aux seuils prévus à l'article 7 du décret, le GIP MIPIH doit veiller à publier un avis d'appel public à la concurrence au JOUE comme le prévoit le décret à son article 16 relatif à l'organisation de la publicité

Pour les autres services, dits « non prioritaires », la procédure de consultation est celle du marché à procédure adaptée, quel que soit le montant du marché. Quant aux marchés dont le montant est inférieur aux seuils de procédure formalisée de l'article 7 sont passés « *selon des modalités librement définies par le pouvoir adjudicateur* », c'est à dire une procédure adaptée.

En matière de procédure adaptée, le GIP MIPIH doit accomplir des formalités de publicité préalable et de mise en concurrence adaptées à l'objet et aux caractéristiques des opérations, de façon à permettre une mise en concurrence effective. Conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat « *Région Nord-Pas-de-Calais* », il doit s'assurer que les publicités sont « *appropriées aux caractéristiques (du) marché, et notamment à son objet, à son montant, au degré de concurrence entre les entreprises concernées et aux conditions dans lesquelles il est passé* ».

La collectivité n'est donc pas dispensée de publicité et de mise en concurrence, elle est tenue de mettre en place des mesures de publicité et de mise en concurrence adaptées, c'est-à-dire permettant un libre accès des entreprises susceptibles de réaliser les prestations souhaitées.

4.2 - Des achats réalisés en dehors des règles de la commande publique

Sur la période contrôlée, le GIP MIPIH n'a jamais publié d'avis d'appel public à la concurrence préalablement à la réalisation de ses achats, que ceux-ci relèvent d'une procédure formalisée ou adaptée.

S'il a parfois mis en concurrence certains fournisseurs en sollicitant un ou plusieurs devis, le GIP ne respecte donc pas les dispositions de l'ordonnance de 2005 et de son décret d'application.

C'est le cas pour la totalité de ses achats de fournitures et de service qui constituent le cœur de l'activité du GIP MIPIH. Ainsi, le GIP a acheté chaque année, plus de 300 K€ de déplacements aérien pour ses agents et plus de 600 K€ des services de communications électroniques et informatiques (En 2010, il a acquis des serveurs (982 K€ HT). Toutes ces prestations auraient dû faire l'objet d'un appel d'offres.

C'est également le cas de deux opérations immobilières de plus d'un million chacune, que le GIP a réalisées sans qu'aucune mesure de publicité et de mise en concurrence n'aient été menées à bien.

Ces pratiques constituent manifestement une irrégularité aux principes de libre accès et d'égal traitement des candidats posés par l'article 6 de l'ordonnance.

4.2.1 - La construction des centres de données de Toulouse et Amiens

Compte tenu de l'extension de son activité, le GIP MIPIH a décidé en 2009 la construction de deux centres de données sur les sites de Toulouse (1,37 M€) et d'Amiens (1,55 M€). Les travaux se sont déroulés en 2009 et 2010.

Le tableau qui suit retrace le montant des prestations de maîtrise d'œuvre et de travaux nécessaires pour réaliser ces opérations.

tableau n° 12 : Récapitulatif des offres pour la construction des centres de données de Toulouse et d'Amiens (2009 et 2010)

| Sites | lots | montants en € HT | contractant |
|---------------|-----------------------------|------------------|--------------|
| Toulouse | Maîtrise d'œuvre (MOE) | 80 940 € | APL |
| | 1 | 71 991 € | SPIE - RAZEL |
| | 2 à 7 | 1 217 000 € | GBMP |
| | sous total travaux | 1 288 991 € | |
| | sous total opération | 1 369 931 € | |
| Amiens | MOE | 18 010 € | APL |
| | contrat base | 1 167 000 € | |
| | avenants 1 à 4 | 211 309 € | |
| | aménagement complémentaires | 156 060 € | |
| | sous total travaux | 1 534 369 € | |
| | sous total opération | 1 552 379 € | |
| Total général | | 2 922 310 € | |

Source: contrats

Une note rédigée par le directeur indique, s'agissant de la maîtrise d'œuvre du data center de Toulouse (80 000 €), que le GIP a « fait appel à Monsieur MANSOUR, architecte (qui) était le conseil du MIPIH lors de la construction du bâtiment T14⁹ ».

⁹ Appellation du bâtiment qui constitue l'actuel siège du GIP.

Le même document indique que pour les travaux du data center de Toulouse (1,3 M€ HT), « GBMP a été retenu pour réaliser l'ouvrage. Il avait réalisé le bâtiment actuel. Il connaît la structure du bâtiment et, dans le cas d'une mise en jeu de la garantie décennale, cela évitera toute ambiguïté ».

Il apparaît ainsi que le GIP MIPIH n'a pas réalisé de publicité ni de mise en concurrence, alors qu'il y était tenu par la réglementation applicable tant pour la maîtrise d'œuvre des opérations que pour la réalisation des travaux correspondants. Si des négociations ont eu lieu, elles se sont situées dans le cadre d'une relation avec l'architecte et l'entreprise ayant réalisé les précédentes opérations, et dans le cadre d'une négociation de gré à gré ne répondant pas aux principes posés par l'ordonnance de 2005.

4.2.2 - Les achats de fournitures courantes et de services du GIP

De 2008 à 2011, le compte 60 « achats » du GIP MIPIH présente des montants importants, compris entre 7 et 14 M€ par an. Ces prestations ont été acquises par le groupement en dehors des règles de la commande publique.

4.2.2.1 - L'achat de services de transports aériens de voyageurs

Les services de transports aériens de voyageurs figurent au nombre des services énumérés à l'article 8 du décret de 2005 comme devant faire l'objet d'une procédure d'achat formalisée, au-dessus du seuil défini à l'article 7 du décret susvisé. En 2008 et en 2010, le montant annuel des dépenses de transport aérien des personnels en mission était supérieur à ce seuil¹⁰, sans que le GIP MIPIH n'ait réalisé aucune publicité pour ces achats.

Les tableaux n° 13 et 14 récapitulent, pour les années 2008 et 2010, les montants figurant au compte 62 510¹¹ et 62 511¹². Les montants globaux sont de 447 K€ en 2008 et de 380 K€ en 2010.

¹⁰ Du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009: 5 150 K€ HT pour les travaux et 206K€ HT pour les fournitures et services et 4 845K€ HT pour les travaux et 193K€ HT pour les fournitures et services du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} janvier 2012.

¹¹ Déplacements refacturables aux établissements adhérents.

¹² Déplacement non refacturables aux établissements adhérents et frais de gestion

Tableau n° 13 - Dépenses en € TTC réalisées en 2008 auprès de Saalt Voyage (comptes 62 510 et 62 511)

| Date émission | N° mandat | montant mandaté en € figurant au compte 62 510 (1) | montant mandaté en € figurant au compte 62 511 et frais de gestion (2) | total mandats (3)=(1)+(2) |
|--|-----------|--|--|---------------------------|
| 08/02/2008 | 71 | 12 655,85 € | 14 944,79 € | 27 600,64 € |
| 06/03/2008 | 217) | 10 470,23 € | 19 559,37 € | 30 029,60 € |
| 04/04/2008 | 412 | 14 655,72 € | 21 946,46 € | 36 602,18 € |
| 07/05/2008 | 613 | 15 251,24 € | 24 561,77 € | 39 813,01 € |
| 11/06/2008 | 814 | 12 977,28 € | 35 956,64 € | 48 933,92 € |
| 12/08/2008 | 1199 | 22 703,45 € | 26 896,76 € | 49 600,21 € |
| 12/08/2008 | 1200 | 2 727,57 € | | 2 727,57 € |
| 12/08/2008 | 1201 | 4 665,23 € | 5 211,51 € | 9 876,74 € |
| 09/10/2008 | 1652 | 15 521,80 € | 23 860,19 € | 39 381,99 € |
| 09/10/2008 | 1654 | | 5 379,95 € | 5 379,95 € |
| 09/10/2008 | 1656 | | 9 209,58 € | 9 209,58 € |
| 10/10/2008 | 1741 | | 173,52 € | 173,52 € |
| 10/11/2008 | 1909 | 19 414,28 € | 39 276,58 € | 58 690,86 € |
| 10/11/2008 | 1912 | | 1 096,46 € | 1 096,46 € |
| 05/12/2008 | 2172 | 17 630,66 € | 31 576,29 € | 49 206,95 € |
| 05/12/2008 | 2173 | | 8 215,91 € | 8 215,91 € |
| 12/01/2009 | 2484 | 17 000,82 € | 21 330,21 € | 38 331,03 € |
| 12/01/2009 | 2487 | | 2 028,70 € | 2 028,70 € |
| Total général année 2008: | | | | 456 898,82 € |
| dont transport aérien de personnel: | | | | 447 760,66 € |

Source: mandats de paiement

**Tableau n° 14 - Dépenses en € TTC réalisées en 2010 auprès de Saalt Voyage
(comptes 62 510 et 62 511)**

| Date émission | N° mandat | montant mandaté en € figurant au compte 62 510 (1) | montant mandaté en € figurant au compte 62 511 et frais de gestion (2) | total mandats (3) = (1)+(2) |
|--|-----------|---|---|--------------------------------|
| 09/02/2010 | 78 | 11 369,03 € | 16 711,50 € | 28 080,53 € |
| 05/03/2010 | 419 | 10 348,28 € | 18 358,52 € | 28 706,80 € |
| 08/04/2010 | 791 | 16 876,60 € | 55 465,73 € | 72 342,33 € |
| 26/04/2010 | 1069 | | 486,08 € | 486,08 € |
| 06/05/2010 | 1168 | 11 613,04 € | 23 887,48 € | 35 500,52 € |
| 29/06/2010 | 1879 | 19 968,70 € | 47 674,40 € | 67 643,10 € |
| 20/10/2010 | 3092 | | 504,37 € | 504,37 € |
| 20/10/2010 | 3094 | | 1 194,05 € | 1 194,05 € |
| 21/09/2010 | 2723 | | 6 276,97 € | 6 276,97 € |
| 20/10/2010 | 3086 | 23 911,56 € | 33 190,74 € | 57 102,30 € |
| 20/10/2010 | 3090 | | 2 058,55 € | 2 058,55 € |
| 16/11/2010 | 3390 | 327,49 | 1 546,73 € | 1 874,22 € |
| 10/01/2011 | 4244 | | 3 508,12 € | 3 508,12 € |
| 07/12/2010 | 3786 | 28 142,99 € | 27 779,87 € | 55 922,86 € |
| 07/12/2010 | 3785 | 285,00 € | 4 574,98 € | 4 859,98 € |
| 13/01/2011 | 4387 | | 19 298,49 € | 19 298,49 € |
| Total général année 2010: | | | | 385 359,27 € |
| dont transport aérien de personnel: | | | | 380 868,87 € |

Source: mandats de paiement

4.2.2.2 - L'achat de services de communications électroniques et informatiques

Dans le cadre de contrats multiservices destinés à mettre en place « *un réseau d'entreprises* », la société France Telecom¹³ a fourni au GIP MIPIH des prestations de communications électroniques et informatiques visées au 5° et 7° de l'article 8 du décret de 2005 susvisé.

Le montant annuel des dépenses correspondantes excède largement en 2008 et en 2010 le seuil¹⁴ défini à l'article 7 du décret, puisqu'il s'élevait à 621 K€ TTC en 2008 et 990 K€ TTC en 2010. Là encore, l'achat de ces prestations n'a été précédé d'aucune publicité ni mise en concurrence, contrairement aux règles applicables.

¹³ Service commercial « Orange business services »

¹⁴ Du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2009 : 5 150 K€ HT pour les travaux et 206K€ HT pour les fournitures et services et 4 845K€ HT pour les travaux et 193K€ HT pour les fournitures et services du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} janvier 2012.

**Tableau n° 15 - Dépenses TTC réalisées en 2008 auprès de Orange services
(compte 60412)**

| Date émission | N° mandat | montant |
|--------------------|-----------|---------------------|
| 11/03/2008 | 295 | 2 309,13 € |
| 11/03/2008 | 296 | 85 365,94 € |
| | | 527,31 € |
| 05/05/2008 | 612 | 93 681,96 € |
| | | 527,31 € |
| 13/06/2008 | 902 | 2 933,15 € |
| 30/06/2008 | 988 | 2 601,36 € |
| 30/06/2008 | 989 | 132 901,18 € |
| | | 527,31 € |
| 04/09/2008 | 1309 | 4 990,27 € |
| 04/09/2008 | 1310 | 2 454,22 € |
| 21/10/2008 | 1823 | 131 545,05 € |
| | | 527,31 € |
| 13/11/2008 | 1974 | 2 932,90 € |
| 10/02/2009 | 2776 | 157 041,77 € |
| | | 527,31 € |
| Total 2008: | | 621 393,48 € |

Source: mandats de paiement

**Tableau n° 16 - Dépenses TTC réalisées en 2010 auprès de France Telecom
(compte 60422 et 21)**

| Date émission | N° manda | montant |
|--------------------|----------|---------------------|
| 26/02/2010 | 309 | 259 761,36 € |
| | | 23,34 € |
| | | 1 868,00 € |
| 03/05/2010 | 1133 | 241 478,12 € |
| | | 23,34 € |
| | | 1 723,61 € |
| 11/05/2010 | 1291 | 4 263,13 € |
| 11/05/2010 | 1292 | 661,38 € |
| 26/07/2010 | 2139 | 4 486,59 € |
| 26/07/2010 | 2140 | 284 333,54 € |
| | | 23,34 € |
| | | 1 824,00 € |
| 10/11/2010 | 3363 | 185 967,65 € |
| | | 23,34 € |
| 10/11/2010 | 3364 | 496,00 € |
| 10/11/2010 | 3364 | 3 524,50 € |
| Total 2010: | | 990 481,24 € |

Source: mandats de paiement

4.2.2.3 - L'achat de serveurs

En 2010, le groupement a conclu avec la société OVERLAP un contrat portant sur la fourniture et la mise en place de serveurs, dont le montant excède le seuil¹⁵ défini à l'article 7 du décret puisqu'il s'est élevé à 982 K€ HT. Aucune publicité ni mise en concurrence n'a été réalisée préalablement à cet achat.

tableau n° 13 : Dépenses TTC réalisées en 2010 auprès de Overlap pour la fourniture et l'installation de serveurs

| Date d'émission | Mandat | Imputation | Montant € HT | Montant € TTC |
|-----------------|--------|------------|--------------|---------------|
| 22/06/2010 | 1769 | 2183 | 294 855,87 | 352 647,62 |
| 27/08/2010 | 2476 | 2183 | 393 141,15 | 470 196,82 |
| 14/09/2010 | 2728 | 2183 | 294 855,87 | 352 647,62 |
| Total | | | 982 852,89 | 1 175 492,06 |

Source: mandats de paiement

Compte-tenu des risques juridiques et contentieux encourus par la méconnaissance des dispositions de l'ordonnance du 6 juin 2005, la chambre recommande au GIP MIPIH d'engager une réflexion globale, prenant en compte ses trois sites, pour définir une politique d'achat et les modalités de sa mise en œuvre, dans le cadre légal et réglementaire qui s'impose à lui. Celle-ci doit permettre d'arrêter les mesures d'organisation et de professionnalisation du processus d'achat, ainsi que la cartographie des risques et des besoins à satisfaire.

4.3 - La réponse du directeur du GIP MIPIH

En réponse aux observations provisoires de la chambre, le directeur du GIP a indiqué que la structure « *s'engage à dorénavant appliquer les dispositions de l'ordonnance du 6 juin 2005* », reconnaissant ainsi le bienfondé de la remarque de la chambre régionale des comptes.

Le directeur a indiqué par ailleurs avoir recruté un responsable marchés en juin 2013.

5 - PRESTATIONS SERVIES PAR LE GIP MIPIH A SES « ADHERENTS »

Lorsque les personnes publiques membres du GIP MIPIH bénéficient de prestations à titre onéreux du groupement, celles-ci ne sont pas soumises au code des marchés publics car elles bénéficient de l'exception dite de quasi-régie (ou « in house »).

Il ressort des jurisprudences communautaire et nationale que l'entrée d'une personne privée au sein d'un GIP pourrait empêcher les membres du groupement de continuer à bénéficier de cette exception.

¹⁵ Du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} janvier 2012 : 4 845K€ HT pour les travaux et 193K€ HT pour les fournitures et services.

5.1 - Les éléments constitutifs de la relation de quasi-régie

Les contrats de quasi-régie, qualifiés également de contrats « in house », ou de prestations intégrées, sont exclus du champ d'application du code des marchés publics en vertu du 1° de l'article 3 de ce code : « *Les dispositions du présent code ne sont pas applicables [...] aux accords-cadres et marchés conclus entre un pouvoir adjudicateur et un cocontractant sur lequel il exerce un contrôle comparable à celui qu'il exerce sur ses propres services et qui réalise l'essentiel de ses activités pour lui à condition que, même si ce cocontractant n'est pas un pouvoir adjudicateur, il applique, pour répondre à ses besoins propres, les règles de passation des marchés prévues par le présent code ou par l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics* ».

Ces règles se fondent sur la jurisprudence dégagée par la Cour de justice des Communautés européennes dans l'arrêt « *Teckal* » du 18 novembre 1999¹⁶ et précisée par des arrêts postérieurs.

La solution retenue procède de l'idée selon laquelle il n'est pas utile d'exiger la mise en œuvre de publicité et de mise en concurrence pour la conclusion de contrats entre un pouvoir adjudicateur et une entité qui, bien que dotée de la personnalité morale, constitue le simple prolongement administratif de celui-ci.

La jurisprudence communautaire a posé deux conditions cumulatives à la reconnaissance d'une relation de quasi-régie :

- le contrôle exercé par le pouvoir adjudicateur sur son cocontractant doit être comparable à celui qu'il exerce sur ses propres services ;
- l'activité du cocontractant doit être essentiellement consacrée à ce pouvoir adjudicateur.

Le « contrôle comparable » est un contrôle sur le capital¹⁷, l'organisation et les fonctions, qui doit traduire une influence déterminante sur la structure intégrée¹⁸ c'est-à-dire sur toutes les décisions essentielles et ses objectifs stratégiques. Le seul contrôle de tutelle ne suffit pas à caractériser un tel contrôle¹⁹ : l'entité intégrée ne doit disposer d'aucune autonomie dans son fonctionnement et dans son activité²⁰. En particulier, elle ne doit disposer d'aucune liberté pour déterminer les prestations qu'elle doit exécuter, leur contenu et leur tarif.

En revanche, il ne peut exister de quasi-régie lorsque la structure créée comprend en son sein une seule personne privée²¹, de manière à exclure qu'un opérateur privé puisse bénéficier d'un avantage par l'attribution d'un contrat, sans mise en concurrence, que ce soit comme cocontractant direct ou indirect²².

¹⁶ CJCE, 18 novembre 1999, *Teckal*, aff. C-107/98 (point 50).

¹⁷ Il importe peu, en revanche, que le prestataire ait la forme d'une société de capital (CJCE, 6 avril 2006, *ANAV*, aff. C-410/04).

¹⁸ CJCE, 13 novembre 2008, *Coditel Brabant SA*, aff. C-324/07 ; 10 septembre 2009, *Sea SRL c/ Commune de Di Ponte Nossa*, aff. C-573/07.

¹⁹ CE, 27 juillet 2001, *CAMIF*, n° 218067

²⁰ CJCE, 19 avril 2007, *ASEMFO*, aff. C-295/05 (point 60).

²¹ CJCE, 11 janvier 2005, *Stadt Halle*, aff. C-26/03 ; 13 octobre 2005, *Parking Brixen GmbH*, aff. C-458/03 ; 13 novembre 2008, *Coditel Brabant SA*, précité ; 10 septembre 2009, *Sea SRL c/ Commune de Di Ponte Nossa*, précité ; 15 octobre 2009, *Acoset SpA*, aff. C-196/08 ; CE, 10 novembre 2010, *Sté Carso – Laboratoire Santé Hygiène Environnement*, n° 319109 et n° 319239.

²² CJCE, 11 janvier 2005, *Stadt Halle*, précité.

Le Conseil d'Etat a fait application de cette exception à la coopération, sous forme d'un GIP, entre des pouvoirs adjudicateurs dans les domaines sanitaire et social²³.

5.2 - Les risques attachés à la présence de personnes privées parmi les membres du GIP

Le GIP MIPIH a été constitué sous la forme d'un GIP à capital, comme le confirme les termes de l'article 6 « *capital et réserves* » de sa convention constitutive.

Parmi les membres du groupement, dont la liste figure en annexe 1 au présent rapport, se trouvent indirectement des organismes privés. Il s'agit de 5 cliniques²⁴ membres d'un GIE,²⁵ entré en juin 2011 et composé au total de 7 établissements.

Un autre organisme privé, la clinique « *SOKORRI* » entrée le 28 juin 2012, était présente au sein du groupement. Selon l'ordonnateur, elle devrait prochainement changer de statut pour devenir un établissement public de santé.

Dans ces conditions, et conformément aux termes de la jurisprudence communautaire et nationale précitée, le GIP MIPIH et ses adhérents pourraient ne plus être dans une relation de quasi-régie.

La chambre appelle l'attention du GIP sur les risques juridiques qui s'attacheraient dès lors à la fourniture de prestations par le GIP sans que les personnes publiques membres ne se conforment au code des marchés publics. Elle invite le GIP à choisir entre la préservation de l'exception de quasi-régie au bénéfice des personnes publiques membres du groupement, et l'ouverture de l'adhésion aux établissements de santé privés.

5.3 - La réponse du directeur du GIP MIPIH

En réponse aux observations provisoires de la chambre, le directeur du GIP a indiqué que « *la clinique SOKORRI a (...) changé de statut et est désormais le Centre hospitalier de Saint Palais (statut public)* ».

Concernant « *le GIE Clinirun du groupe Clinifutur* », la démission de ce dernier « *a été validée lors de la dernière Assemblée générale des adhérents du MiPih. Ainsi, le GIP est donc en conformité avec [les] prescriptions (de la chambre régionale des comptes) pour la préservation de la relation de quasi-régie (...) entre lui et ses adhérents.* »

6 - FRAIS DE DEPLACEMENT

6.1 - Rappel du cadre réglementaire applicable

6.1.1 - Le GIP est soumis aux règles applicables aux personnels civils de l'Etat

La convention constitutive du GIP MIPIH ne comporte aucune disposition sur les règles qu'il applique en matière de prise en charge des frais de mission de ses personnels.

²³ CE, 4 mars 2009, *Syndicat national des industries d'information de santé (SNIIS)*, n° 300481

²⁴ Cliniques « Sainte-Clotilde », « Saint-Vincent », « Jeanne D'Arc », « Saint-Joseph », « de la Paix ».

²⁵ GIE « Clinirun » du groupe « Clinifutur ».

Selon l'article 1^{er} du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, « *Le présent décret (...) est (...) applicable : aux personnels des groupements d'intérêt public dont les dépenses de fonctionnement sont couvertes en totalité ou pour partie par des subventions de l'Etat et des établissements publics nationaux à caractère administratif.* »

Depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009, dite HPST²⁶, les centres hospitaliers sont devenus des établissements publics nationaux à caractère administratif. Antérieurement à cette loi, le GIP MIPIH était composé presque exclusivement de centres hospitaliers qui couvraient son financement.

Le GIP MIPIH doit donc appliquer le décret du 3 juillet 2006 pour la prise en charge des frais liés aux déplacements professionnels de ses agents.

En application de son article 3, l'agent du groupement en mission peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transport sur présentation des justificatifs de paiement et à des indemnités de mission comprenant le remboursement forfaitaire de ses frais de repas et d'hébergement sur production des justificatifs de paiement de l'hébergement.

6.1.2 - Frais d'hébergement

L'article 7 du décret du 3 juillet 2006 dispose que « (...) le barème des taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement est fixé par le ministre ou par délibération du conseil d'administration de l'établissement dans la limite d'un taux maximal fixé par un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget. »

Les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret de 2006 sont fixés par un arrêté du 3 juillet 2006. Pour une mission en métropole, le taux du remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas en vigueur au 1^{er} janvier 2013 s'élève à 15,25 € par repas et le taux maximal du remboursement des frais d'hébergement à 60 €.

6.1.3 - Frais de taxi

Lorsqu'un agent utilise un taxi lors d'une mission, l'article 11 du décret du 3 juillet 2006 prévoit que « *il est remboursé des frais occasionnés sur autorisation du chef de service, sur présentation des pièces justificatives au seul ordonnateur, quand l'intérêt du service le justifie* ».

6.2 - Frais d'hébergement

6.2.1 - Des indemnités revalorisées en 2009...

Par délibération n° 2009-08 du 13 octobre 2009, le GIP MIPIH a revalorisé les indemnités de frais d'hébergement.

²⁶ Article L. 6141-1 du code de la santé : « *Les établissements publics de santé sont des personnes morales de droit public dotées de l'autonomie administrative et financière. Ils sont soumis au contrôle de l'Etat dans les conditions prévues par le présent titre. Leur objet principal n'est ni industriel ni commercial.* »

Compte tenu « de difficultés à trouver des hôtels qui rentrent dans ces forfaits (nuits + petits déjeuners) », et « au regard du nombre croissant des déplacements, une demande de réévaluation des nuitées [a été] présentée à l'assemblée générale ».

Composée majoritairement d'établissements publics de santé, l'assemblée a voté à l'unanimité le remboursement des nuitées (hébergements + petits déjeuners) aux frais réels sur justificatifs et dans la limite de :

- « 120 € pour Paris et les départements limitrophes (Hauts-de Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), les villes de plus de 200 000 habitants (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Strasbourg et Toulouse),
- 90 € pour les autres villes de province ».

6.2.2 - ...En méconnaissance de la réglementation en vigueur

Aux termes du dernier alinéa de l'article 7 du décret de 2006, « (...) lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, un arrêté ministériel ou une délibération du conseil d'administration de l'établissement peut fixer, pour une durée limitée, des règles dérogatoires aux arrêtés interministériels prévus aux alinéas précédents, qui ne pourront, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée. »

Il ressort de cette disposition que le GIP MIPIH ne pouvait fixer par délibération un taux de remboursement des frais d'hébergement excédant celui prévu par l'arrêté de 2006 que si cette mesure était justifiée par l'intérêt du service, concernait des situations particulières et s'appliquait pendant une durée limitée.

Or, la délibération prise par le groupement ne répond manifestement pas à ces exigences, car elle pose une règle générale de remboursement et sans limitation de durée.

La délibération du 13 octobre 2009 étant irrégulière, le GIP MIPIH doit arrêter une nouvelle délibération conforme à la réglementation applicable.

En réponse aux observations provisoires de la chambre, le directeur du GIP a indiqué avoir « demandé à l'assemblée générale des adhérents du MiPih et ce, conformément à l'article 7 du décret de 2006, de se prononcer sur une délibération [qui fixera], pour l'année en cours, une règle éventuellement dérogatoire, mais qui ne conduira en aucun cas à rembourser une somme supérieure à celle engagée par le collaborateur ».

6.3 - Frais de taxi

Les modalités du GIP MIPIH en matière de prise en charge des frais de taxi ne sont pas conformes à celles posées par la réglementation.

En l'occurrence, de nombreux agents ont recours à des taxis à l'occasion de leurs déplacements professionnels, sans pour autant que le recours à ce mode de transport ait été justifié tant par l'intérêt du service que par sa pertinence. Ces derniers font, en effet, l'objet de remboursements systématiques sans production d'un justificatif ou d'une autorisation spécifique, en dehors de la facture acquittée par l'agent.

Le nombre de déplacements ayant donné lieu à des frais de taxis en 2010 étaient de 550, sur un total de 4 100. Le montant des frais de taxis a représenté environ 23 000 € cette année-là, selon les informations du GIP.

La chambre demande au GIP de revenir à une pratique conforme aux règles en vigueur.

En réponse aux observations provisoires de la chambre, le directeur du GIP a indiqué avoir *« demandé, conformément à l'article 11 du décret de 2006, qu'une autorisation de l'autorité hiérarchique du collaborateur soit faite pour utiliser ce moyen de transport, quand ce dernier est le moins coûteux ou le seul possible ou quand l'intérêt du service le justifie »*.

7 - CONCLUSION

Sous l'effet d'une forte croissance, le GIP MIPIH a vu ses effectifs, ses dépenses et ses recettes croître très fortement entre 2006 et 2012.

Alors que le GIP officie dans un domaine technique, qui nécessite le recours à des personnels propres dans des proportions importantes, la chambre souligne que le contrôle de gestion interne est insuffisamment développé. En réponse aux observations provisoires de la chambre, le directeur du MiPih a indiqué qu'après avoir *« consacré la plus grande partie des investissements en moyen technique et humain au bénéfice direct des adhérents [il devait] renforcer la direction interne de gestion »*.

Le contrôle de la chambre a mis en évidence une série de dysfonctionnements qui montrent que le groupement s'est souvent affranchi des règles de la gestion publique : ainsi, les règles de transparence et de mise en concurrence relatives aux achats, posées par l'ordonnance du 6 juin 2005, ont été méconnues. En réponse aux observations provisoires de la chambre, le directeur du GIP a indiqué que la structure *« s'engage à dorénavant appliquer les dispositions de l'ordonnance du 6 juin 2005 »*, reconnaissant ainsi le bienfondé de la remarque de la chambre régionale des comptes.

Enfin, l'absence de publication des avenants n° 3 et 4 à la convention constitutive est de nature à faire peser un risque juridique sur l'ensemble des activités du groupement.

8 - RECOMMANDATIONS

- Fiabilité des comptes

1 - ajuster le montant de la provision pour les comptes épargne-temps (CET), en la ramenant au montant estimé de la charge éventuelle correspondante.

- Achat public

2 - professionnaliser la fonction achat au sein du GIP MIPIH, en vue de mettre en place une politique d'achat respectant notamment les dispositions de l'ordonnance du 6 juin 2005 ;

- Gouvernance et règles constitutives

3 - procéder à la publication des avenants n° 3 et 4 à la convention constitutive ;

- Frais de déplacement

4 - revenir à la stricte application des règles posées par le décret du 3 juillet 2006 pour le remboursement des frais de déplacement des agents du groupement.

Telles sont les observations définitives que la chambre a décidé de formuler sur la gestion du GIP Midi Picardie Informatique Hospitalière.

| |
|--|
| ANNEXE 1 – liste des membres du GIP en 2012 |
|--|

| Statut | Code postal | Ville | Désignation |
|--------|-------------|----------------------|--|
| CH | 80142 | ABBEVILLE | Centre Hospitalier |
| CH | 47923 | AGEN | Centre Hospitalier |
| EPSM | 47923 | AGEN | Centre Hospitalier Dept. De La Candélie |
| SIH | 47916 | AGEN (Pont du Casse) | SIH 47 (rattaché au CH) |
| CH | 13616 | AIX EN PROVENCE | Centre Hospitalier du Pays d'Aix - Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis (fusion CH d'Aix en Provence et CH de Pertuis) - CHPA - CHIAP |
| EPSM | 13600 | AIX EN PROVENCE | Centre Hospitalier Montperrin |
| CH | 80303 | ALBERT | Centre Hospitalier |
| CH | 81013 | ALBI | Centre Hospitalier Général |
| ESPIC | 81025 | ALBI | Fondation 'Bon sauveur' (Etablissement Participant au Service Public Hospitalier) |
| CLMS | 69250 | ALBIGNY SUR SAONE | Centre Hospitalier Gériatrique du Mont d'Or (Centre de Long & Moyen Séjour) |
| CH | 13718 | ALLAUCH | Centre Hospitalier Dr Louis BRUNET |
| ASSO | 80084 | AMIENS | Centre Départemental de l'Enfance & de la Famille Les Mollières |
| CHRU | 80054 | AMIENS | Centre Hospitalier Universitaire |
| MS | 80000 | AMIENS | EPMSA Etablissement Public Médico-Social d'Amiens (anciennement CCAS d'Amiens) |
| GCS | 80136 | AMIENS | GCS PHARE (anciennement GIP Télémedecine de Picardie) |
| EPSM | 80044 | AMIENS / DURY | Centre Hospitalier Philippe PINEL (DURY) |
| CLCC | 49933 | ANGERS | Institut de Cancérologie de l'Ouest : fusion de 2 CLCC : CLCC d'Angers (Centre Paul Papin) et CLCC de Nantes-Atlantique (Centre René Gauducheau) |
| CH | 16470 | ANGOULEME | Centre Hospitalier |
| EHPAD | 60620 | ANTILLY | Maison de Retraite |
| CH | 95107 | ARGENTEUIL | Centre Hospitalier Victor Dupouy |
| CH | 13637 | ARLES | Centre Hospitalier |

| | | | |
|-------|-------|-------------------------|--|
| CH | 59421 | ARMENTIERES | Centre Hospitalier |
| CH | 62022 | ARRAS | Centre Hospitalier |
| CLMS | 65204 | ASTUGUE | Hôpital Le Montaigu - Centre de Réadaptation & de Convalescence |
| EHPAD | 80200 | ATHIES | EHPAD Résidence Sainte Radegonde |
| MR | 60170 | ATTICHY - TRACY LE MONT | Maison de Retraite de Dorchy et Maison de Retraite de Bernard Fusion au 1/01/2009 |
| CH | 32008 | AUCH (CH G) | Centre Hospitalier Général |
| EPSM | 32008 | AUCH (Psy) | Centre Hospitalier du Gers |
| EHPAD | 76391 | AUMALE | Résidence du Duc d'Aumale |
| CH | 59363 | AVESNES | CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D'AVESNES |
| CH | 84902 | AVIGNON | Centre Hospitalier |
| EHPAD | 51160 | AY | Maison de Retraite Jean COLLERY |
| CH | 65201 | BAGNERES DE BIGORRE | Centre Hospitalier |
| HL | 31110 | BAGNERES DE LUCHON | Hôpitaux de Luchon (Bagnères de Luchon) |
| CH | 59270 | BAILLEUL | Centre Hospitalier |
| EPSM | 59270 | BAILLEUL | Etablissement Public de Santé Mentale des Flandres |
| HL | 10111 | BAR SUR SEINE | Hôpital Local |
| CH | 55000 | BAR-LE-DUC | Centre Hospitalier |
| EPSM | 73011 | BASSENS | Centre Hospitalier de La Savoie |
| CH | 14401 | BAYEUX | Centre Hospitalier du Bessin (ancien SIH - ancien code site BayeuxSIH) |
| CH | 64109 | BAYONNE | Centre Hospitalier CoteBasque (CHCB) |
| CH | 33430 | BAZAS | Centre Hospitalier Dir Com : Bazas - Cadillac -Podensac |
| MR | 60310 | BEAULIEU LES FONTAINES | Maison de Retraite |
| CH | 60021 | BEAUVAIS | Centre Hospitalier |
| ESPIC | 62608 | BERCK-SUR-MER | Fondation HOPALE (Association) Ets rattachés: Centre Clair de Séjour (59-Bailleul) Centre Jacques Calve (62-Berck s/mer) Centre Ste-Barbe (62-Fuquières lez-Lens) Institut François Calot/Centre Hélio-Marin (Berck s/mer) |

| | | | |
|-------|-------|------------------------|--|
| CH | 24108 | BERGERAC | Centre Hospitalier Samuel Pozzi |
| ASSO | 25000 | BESANCON | Institut Edouard BELIN (Institut International des Systèmes d'Information de Santé et de Télémedecine) |
| CH | 62408 | BETHUNE | Centre Hospitalier Germon et Gauthier |
| CH | 34525 | BEZIERS | Centre Hospitalier |
| SIH | 34525 | BEZIERS | SIH OUEST HERAULT (rattaché au CH) |
| EHPAD | 68620 | BITSCHWILLER LES THANN | Maison de retraite Jules Scheurer (Gérée par MulhouseCH = Direct° Com. BITSCHWILLER+ CERNAY+ THANN - BCMT) |
| CLMS | 02110 | BOHAIN | Maison de Santé |
| EPSM | 28800 | BONNEVAL | Centre Hospitalier Santé Mentale Henri Ey |
| CLCC | 33076 | BORDEAUX | Institut Bergonié CR LCC |
| CH | 17360 | BOSCAMNANT | Centre Hospitalier Les Bruyères |
| CH | 62321 | BOULOGNE-sur-MER | Centre Hospitalier |
| CH | 01012 | BOURG-EN-BRESSE | Centre Hospitalier |
| CH | 18020 | BOURGES | Centre Hospitalier Jacques CŒUR |
| CH | 73704 | BOURG-SAINT-MAURICE | Centre Hospitalier |
| EHPAD | 80340 | BRAY-SUR-SOMME | Résidence Louise Marais d'Arc |
| MR | 60510 | BRESLES | Maison de Retraite "la mare brulée" |
| CH | 05105 | BRIANCON | Centre Hospitalier des Escartons |
| EPSM | 10500 | BRIENNE-LE-CHÂTEAU | Etablissement Public de Santé Mentale de l'Aube (EPSMA) |
| EPSM | 69677 | BRON | Centre Hospitalier le Vinatier |
| HL | 88600 | BRUYERES | Hôpital Local de l'Avison |
| MR | 88600 | BRUYERES | Maison de Retraite Intercommunale |
| HL | 88540 | BUSSANG | Hôpital Local |
| EPSM | 33410 | CADILLAC | Centre Hospitalier Dir Com : Bazas - Cadillac -Podensac |
| CLCC | 14076 | CAEN | Centre François Baclesse |
| EPSM | 14000 | CAEN | Centre Hospitalier Spécialisé |
| MR | 06800 | CAGNES-SUR-MER | Fusion de - EHPAD Cantazur et - EHPAD La Vençoise Direction commune avec Vence |
| CH | 59407 | CAMBRAI | Centre Hospitalier |
| IME | 65710 | CAMPAN | Institut Médico-Socio-Educatif |
| CH | 06401 | CANNES | Centre Hospitalier |
| CH | 11890 | CARCASSONNE | Centre Hospitalier Antoine Gayraud |
| CH | 84208 | CARPENTRAS | Centre Hospitalier |
| EHPAD | 13260 | CASSIS | Maison de retraite Publique de Cassis La soulbeyrane |

| | | | |
|-------|-------|-----------------------------|---|
| CH | 11492 | CASTELNAUDARY | Centre Hospitalier Jean-Pierre CASSABEL |
| CHI | 82201 | CASTELSARRASIN / MOISSAC | CHIC Castelsarrasin-Moissac |
| CHI | 81108 | CASTRES / MAZAMET | Centre Hospitalier Intercommunal Castres-Mazamet |
| EPSM | 56854 | CAUDAN | Centre Hospitalier Charcot |
| HL | 82300 | CAUSSADE | Hôpital local "Le Jardin d'Emilie" |
| CH | 68703 | CERNAY | Centre Hospitalier (Géré par MulhouseCH = Direct° Com. BITSCHWILLER+ CERNAY+ THANN - BCMT) |
| CH | 51005 | CHALONS-EN- CHAMPAGNE | Centre Hospitalier |
| EPSM | 51100 | CHALONS-EN- CHAMPAGNE | Etablissement Public de Santé Mentale de la Marne |
| MAS | 51000 | CHALONS-EN- CHAMPAGNE | Maison d'Accueil Spécialisée 'Les Alouettes' |
| SIH | 51005 | CHALONS-EN- CHAMPAGNE | SIH Chalons en Champagne |
| CH | 73011 | CHAMBERY | Centre Hospitalier |
| ASSO | 08000 | CHARLEVILLE- MEZIERES | Adapah (Asso. Dept. Aide & serv. Aux Pers) |
| CH | 08013 | CHARLEVILLE- MEZIERES | Centre Hospitalier + Hôpital de MANCHESTER |
| EPSM | 08013 | CHARLEVILLE- MEZIERES | Centre Hospitalier Spécialisé de Bel Air |
| GCS | 08011 | CHARLEVILLE- MEZIERES | SIH des ARDENNES (SIHA) CharlevilleSIH --> -CharlevilleGCS |
| EHPAD | 02310 | CHARLY SUR MARNE | Maison de Retraite |
| CH | 02405 | CHATEAU-THIERRY | Centre Hospitalier |
| IME | 88300 | CHATEL-SUR- MOSELLE | Institut Médico-Educatif |
| CH | 52014 | CHAUMONT | Centre Hospitalier |
| SIH | 52014 | CHAUMONT | SIH CHAUMONT/LANGRES |
| CH | 60240 | CHAUMONT-EN-VEXIN | Centre Hospitalier Bertinot Juel |
| CH | 02303 | CHAUNY | Centre Hospitalier |
| EHPAD | 02270 | CHEVRESIS MONCEAU | Maison de retraite Frédéric Viefville |
| CLCC | 63011 | CLERMONT FERRAND | Centre Jean Perrin |
| CH | 60600 | CLERMONT-DE-L'OISE | Centre Hospitalier |
| EPSM | 60607 | CLERMONT-DE-L'OISE | Centre Hospitalier Interdépartemental |
| CH | 60321 | COMPIEGNE | Centre Hospitalier |
| CH | 80800 | CORBIE | Centre Hospitalier |
| MR | 88430 | CORCIEUX | Maison de Retraite Le Foyer Forfelet |
| EHPAD | 83570 | COTIGNAC | Maison de Retraite Xavier-Marin |
| CH | 50208 | COUTANCES | Centre Hospitalier |

| | | | |
|-------|-------|------------------------|--|
| EHPAD | 02270 | CRECY SUR-SERRE | Maison de Retraite "le vert buisson" |
| CHI | 60109 | CREIL | GHP SO Groupe Hospitalier Public du Sud de l'Oise, fusion du - Centre Hospitalier Laënnec de Creil et - Centre Hospitalier de Senlis |
| MR | 02870 | CREPY EN LAONNOIS | Maison de Retraite Malézieux Briquet |
| HL | 60800 | CREPY EN VALOIS | Hôpital Local |
| HL | 60360 | CREVECOEUR LE GRAND | Hôpital Local |
| MR | 83390 | CUERS | Maison de Retraite Saint-Jacques |
| EHPAD | 60400 | CUTS | Maison de Retraite Résidence de Bizy |
| HL | 88260 | DARNEY | Hôpital Local |
| CH | 12300 | DECAZEVILLE | Centre Hospitalier |
| MR | 76250 | DEVILLE LES ROUEN | Centre d'Hébergement Gériatrique 'La Filandière' (anciennement CH "Les Jacinthes") |
| CLCC | 21079 | DIJON | Centre Georges François Leclerc |
| CH | 59507 | DOUAI | Centre Hospitalier |
| CH | 80600 | DOULLENS | Centre Hospitalier |
| CH | 83007 | DRAGUIGNAN | Centre Hospitalier de la Dracénie |
| EHPAD | 55110 | DUN-SUR-MEUSE | Maison de Retraite Eugénie |
| CH | 05200 | EMBRUN | Centre Hospitalier |
| EHPAD | 80740 | EPEHY | Maison de Retraite |
| CH | 51205 | EPERNAY | Centre Hospitalier Auban-Moët |
| EHPAD | 09140 | ERCE | Maison de Retraite & de Cure médicale Saint Philippe |
| HL | 12500 | ESPALION-SAINT-LAURENT | Hôpital Intercommunal Jean Solinhac |
| EHPAD | 55400 | ETAIN | Maison de Retraite Lataye |
| EPSM | 55000 | FAINS VEEL | Centre Hospitalier Spécialisé |
| CH | 14700 | FALAISE | Centre Hospitalier |
| MR | 54760 | FAULX | Maison de Retraite Centre de moyen séjour |
| CH | 76405 | FECAMP | Centre Hospitalier Intercommunal du Pays des Hautes Falaises |
| CH | 46106 | FIGEAC | Centre Hospitalier |
| HL | 51170 | FISMES | Centre Fismois pour personnes âgées |
| EHPAD | 02520 | FLAVY LE MARTEL | Maison de Retraite Charles Lefèvre |
| EPSM | 45402 | FLEURY LES AUBRAIS | Centre Hospitalier Départemental |
| HL | 48400 | FLORAC | Centre Hospitalier de Florac (ancien Hôpital Local) |
| CH | 09008 | FOIX / PAMIERS | Centre Hospitalier Intercommunal du Val d'Ariège |

| | | | |
|-------|-------|------------------------|---|
| EHPAD | 80800 | FOUILLOY | Résidence Hippolyte Noiret - mail GCSMS 'Les résidences de Centre Somme à Fouilloy' |
| CH | 59611 | FOURMIES | Centre Hospitalier |
| CHI | 83608 | FREJUS | Centre Hospitalier Intercommunal de Fréjus Saint-Raphaël |
| HL | 08170 | FUMAY | Hôpital Local (Département des Ardennes) |
| HL | 47500 | FUMEL | Hôpital Local Elisabeth Désarnauts |
| CH | 81601 | GAILLAC | Centre Hospitalier |
| CHI | 05007 | GAP / SISTERON | Centre Hospitalier des Alpes du Sud (CHICAS) - site de Gap et - site de Sisteron |
| MR | 54800 | GONDRECOURT-LE-CHÂTEAU | Maison de Retraite |
| CH | 95503 | GONESSE | Centre Hospitalier |
| HL | 60210 | GRANDVILLIERS | Hôpital Local |
| GIP | 81300 | GRAULHET | GIP Restauration du Graulhétinois |
| HL | 81301 | GRAULHET | Hôpital Local |
| CH | 02120 | GUISE | Centre Hospitalier |
| CH | 80400 | HAM | Centre Hospitalier |
| CH | 59481 | HAUBOURDIN | Centre Hospitalier Jean de Luxembourg |
| CH | 01110 | HAUTEVILLE LOMPNES | Centre Hospitalier |
| CH | 02500 | HIRSON | Centre Hospitalier Brisset |
| CH | 83407 | HYERES | Centre Hospitalier |
| GCS | 83400 | HYERES | GCS e-santé PACA (ancien client) |
| GIP | 83407 | HYERES | ORU PACA (Observatoire Régional des Urgences) |
| SIH | 87000 | ISLE | SIL du Limousin |
| EHPAD | 13808 | ISTRES | Maison de retraite Publique |
| HL | 52301 | JOINVILLE | Hôpital Local Sainte Croix (direction commune avec HL Wassy) |
| CH | 17503 | JONZAC | Centre Hospitalier |
| CH | 36400 | LA CHATRE | Centre Hospitalier de la Châtre |
| CH | 13708 | LA CIOTAT | Centre Hospitalier |
| CH | 02800 | LA FERRE | Centre Hospitalier Gériatrique |
| GIP | 93218 | LA PLAINE SAINT-DENIS | Etablissement Français du Sang (EFS) |
| CHI | 33352 | LA REOLE | Centre Hospitalier Sud Gironde Fusion du - CH de LA REOLE avec le - CH de LANGON (arrêté de l'ARH-Aquitaine du 29/12/2009) |
| ASSO | 85925 | LA ROCHE SUR YON | 3C Vendée Centre de Coordination en Cancérologie |

| | | | |
|--------|-------|-------------------------|--|
| CHD | 85026 | LA ROCHE SUR YON | Centre Hospitalier Départemental Vendée 'Les Oudairies' - Site de la Roche sur Yon - Site de Luçon - Site de Montaigu |
| MR | 54800 | LABRY | Maison de Retraite |
| CH | 77000 | LAGNY | Centre Hospitalier Lagny Marne la vallée |
| EHPAD | 82250 | LAGUÉPIE | Maison de Retraite Les Causeries |
| HL | 88320 | LAMARCHE | Hôpital Local (EHPAD-SSID PA) |
| HL | 07270 | LAMASTRE | Hôpital Elisée CHARRA |
| HL | 48300 | LANGOGNE | Hôpital local "La tuilerie" |
| CH | 52206 | LANGRES | Centre Hospitalier Saint Jean De Dieu |
| EPSM | 65308 | LANNEMEZAN | Hôpitaux de Lannemezan |
| CH | 02001 | LAON | Centre Hospitalier |
| EHPAD | 02007 | LAON | Maison de Retraite Départementale de l'Aisne |
| CHD | 05300 | LARAGNE-MONTEGLIN | Centre Hospitalier Buëch-Durance (CHD) fusion du CH de Laragne et de HL de Laragne |
| CH | 81500 | LAVAUUR | Centre Hospitalier |
| RESEAU | 54526 | LAXOU | Réseau Educatif de Meurthe et Moselle |
| EPSM | 54521 | LAXOU / NANCY | Centre Psychothérapique de Nancy à LAXOU |
| HL | 83340 | LE LUC EN PROVENCE | Hôpital Local Départemental |
| HL | 72800 | LE LUDE | Hôpital Local François de Dailion |
| CH | 02170 | LE NOUVION EN THIERACHE | Centre Hospitalier |
| HL | 88162 | LE THILLOT | Hôpital Local-Maison de Retraite |
| MR | 76470 | LE TREPORT | Maison de Retraite |
| EHPAD | 88370 | LE VAL D'AJOL | Maison de Retraite et Résidence SSIAD |
| CLMS | 78115 | LE VESINET | Hôpital Le Vésinet |
| CH | 62307 | LENS | Centre Hospitalier Dr SCHAFFNER |
| ASSO | 06006 | LEVENS | Centre de Soins et de Convalescence 'Les Lauriers Roses |
| ESPIC | 46120 | LEYME | Institut Camille-Miret : regroupe : Centre Hospitalier Jean-Pierre FALRET à Leyme - MAS le Hameau des Sources à Leyme - MAS à Caltelnau-Montratier - Foyer La Passerelle à Leyme - SAMSAH et SAVS - ESAT sans murs |
| EPSM | 09000 | L'HERM | Ets Publique Médico-Social La Vergnière |
| MR | 60140 | LIANCOURT | Maison de Retraite |

| | | | |
|--------|-------|------------------------|--|
| MR | 02350 | LIESSE NOTRE DAME | EHPAD "les jardins du monde" |
| HAND | 02350 | LIESSE NOTRE DAME | <p>Groupe EPHESE (Ets Pub. Handicaps Education Soins Emploi => fusion EPARS Liesse & Groupe OHASIS) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - IME Fère-en-Tardenois - FAM Vervins - FH Liesse-Notre-Dame - IME Liesse-Notre-Dame - SESSAD Saint-Quentin - IME Saint-Quentin - IME Proisy - ITEP Sissonne - IME Nampcelles-La-Cour - ESAT Fontaine-Lès-Vervins - ESAT Liesse-Notre-Dame - MAS Guise - 2 MAS Europe & Rempart La-Fère |
| EHPAD | 88350 | LIFFOL LE GRAND | EHPAD Saint SIMON |
| EHPAD | 55500 | LIGNY EN BARROIS | Maison de Retraite |
| CLCC | 59020 | LILLE | Centre Oscar Lambret |
| ESPIC | 11304 | LIMOUX | Association Audoise Sociale & Médicale (regroupe 11 établissements) |
| CH | 14107 | LISIEUX | Centre Hospitalier Robert Bisson |
| HL | 32220 | LOMBEZ SAMATAN | Hôpital Local Intercommunal |
| EHPAD | 80330 | LONGUEAU | MAPA |
| MR | 54263 | LONGUYON | Maison de Retraite Louis Quinquet - La Roseaie |
| CH | 59481 | LOOS | Centre Hospitalier de Loos |
| SIH | 59120 | LOOS | SIH Nord Pas de Calais |
| EPSM | 57790 | LORQUIN | Centre Hospitalier |
| CH | 65107 | LOURDES | Centre Hospitalier |
| CH | 54301 | LUNEVILLE | Centre Hospitalier |
| ESPIC | 69373 | LYON | Centre Hospitalier Saint Jean De Dieu |
| CLCC | 69373 | LYON | Centre Régional Léon Bérard |
| INSTIT | 69329 | LYON | Agence Technique de l'Information sur l'Hospitalisation |
| HCL | 69229 | LYON | Hospices Civils de Lyon |
| EHPAD | 84340 | MALAUCENE | Maison de retraite l'Oustalet |
| CH | 97600 | MAMOUDZOU / MAYOTTE | Centre Hospitalier de Mayotte |
| EHPAD | 13700 | MARIGNANE | Maison de retraite EHPAD Félibrige |
| MR | 02250 | MARLE SUR SERRE | Maison de Retraite |
| CHI | 47207 | MARMANDE TONNEINS | Centre Hospitalier Intercommunal du Sud Aveyron |
| CHRU | 13385 | MARSEILLE | AP-HM Hôpital de la Conception |
| CH | 13376 | MARSEILLE | Centre Gérontologique Départemental - Hôpital Gériatrique - Maison de Retraite |

| | | | |
|-------|-------|----------------------------------|---|
| EPSM | 13917 | MARSEILLE | Centre Hospitalier Edouard TOULOUSE |
| EPSM | 13391 | MARSEILLE | Centre Hospitalier VALVERT |
| ESPIC | 13285 | MARSEILLE | Hôpital Saint Joseph (Association) |
| CLCC | 13273 | MARSEILLE | Institut Paoli Calmettes |
| MR | 54800 | MARS-LA-TOUR | Maison de Retraite Saint-Dominique |
| HL | 48100 | MARVEJOLS | Hôpital Local |
| UTM | 48100 | MARVEJOLS | Union Technique Mutualiste Lozère Santé |
| CH | 59607 | MAUBEUGE | Centre Hospitalier Sambre Avesnois |
| CH | 77104 | MEAUX | Centre Hospitalier |
| CH | 48000 | MENDE | Centre Hospitalier |
| CHR | 57019 | METZ | Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville |
| CHI | 78250 | MEULAN LES MUREAUX | Centre Hospitalier Intercommunal |
| CH | 12100 | MILLAU | Centre Hospitalier |
| HL | 88502 | MIRECOURT | Hôpital Local du Val du Madon |
| IMP | 88503 | MIRECOURT | Institut Médico-Pédagogique Beau Joly |
| EHPAD | 09500 | MIREPOIX | Résidence Louise de Roquelaure Anciennement MR MirepoixMR |
| EPSM | 95570 | MOISSELLES | Centre Hospitalier Spécialisé Roger Prevot |
| FOYER | 32490 | MONFERRAN-SAVES | Centre Les Thuyas |
| CH | 40024 | MONT DE MARSAN | Centre Hospitalier |
| SIH | 40012 | MONT DE MARSAN | SIH des Landes (rattaché au CH) |
| CH | 82000 | MONTAUBAN | Centre Hospitalier |
| CH | 80500 | MONTDIDIER | Centre Hospitalier |
| EHPAD | 82700 | MONTECH | EHPAD 'le parc et l'Ostal de Garona' Fusion - EHPAD Escatalens et - EHPAD Montech |
| MR | 55270 | MONTFAUCON-D'ARGONNE | Maison de Retraite Saint-Balderic |
| HL | 52220 | MONTIER EN DER | Hôpital Local- EHPAD |
| HL | 51210 | MONTMIRAIL | Hôpital Local Petit-Lemercier |
| CH | 95162 | MONTMORENCY | Groupement Hospitalier Eaubonne-Montmorency |
| CHRU | 34295 | MONTPELLIER | Centre Hospitalier Universitaire |
| CLCC | 13273 | MONTPELLIER | Centre Régional Val d'Aurelle Paul Lamarque |
| EPSM | 24700 | MONTPON MENESTEROL | Centre Hospitalier |
| CH | 62180 | MONTREUIL sur-MER RANG-du-FLIERS | Centre Hospitalier |
| EHPAD | 80110 | MOREUIL | EHPAD |
| EHPAD | 60250 | MOUY | Maison de Retraite l'Accueillante |
| CH | 68051 | MULHOUSE | Centre Hospitalier |
| HL | 31605 | MURET | Centre Hospitalier (Ancien MuretHL) |
| CHRU | 54035 | NANCY | Centre Hospitalier Universitaire |

| | | | |
|-------|-------|------------------------------|---|
| MAT | 54042 | NANCY | Maternité Régionale Universitaire |
| CH | 11108 | NARBONNE | Centre Hospitalier |
| HL | 82800 | NEGREPELISSE | Hôpital Local |
| CH | 47600 | NERAC | Centre Hospitalier |
| EHPAD | 80190 | NESLE | Maison de Retraite |
| IME | 88300 | NEUFCHATEAU | Institut Médico-Technique |
| ASSO | 88303 | NEUFCHATEAU | Réseau d'Accompagnement Public Adultes Déficients Intellectuels de la plaine des Vosges |
| EHPAD | 02470 | NEUILLY SAINT FRONT | Maison de Retraite Les Tilleuls |
| CLCC | 06189 | NICE | Centre Antoine Lacassagne |
| CHRU | 06006 | NICE | Centre Hospitalier Universitaire |
| HL | 08700 | NOUZONVILLE | Hôpital Local |
| CH | 60406 | NOYON | Centre Hospitalier |
| CH | 84106 | ORANGE | Centre Hospitalier |
| CHR | 45032 | ORLEANS | Centre Hospitalier Régional |
| MR | 02210 | OULCHY LE CHATEAU | Maison de Retraite Hôtel Dieu |
| EPSM | 75020 | PARIS | Etablissement Public de Santé de Maison-Blanche |
| CLCC | 75654 | PARIS | Fédération Nationale des CLCC |
| CLCC | 75654 | PARIS | GIE Consortium d'Achat (CR Léon Bérard) |
| CLCC | 75248 | PARIS | Institut Curie |
| EPSM | 75674 | PARIS SAINTE-ANNE | Centre Hospitalier Sainte Anne |
| EPSM | 64039 | PAU | Centre Hospitalier des Pyrénées |
| SIH | 64000 | PAU | SIH de Pau (rattaché au CH) |
| CH | 64046 | PAU | Centre Hospitalier |
| CH | 80201 | PERONNE | Centre Hospitalier |
| CH | 66046 | PERPIGNAN | Centre Hospitalier Maréchal Joffre |
| EHPAD | 83390 | PIERREFEU-DU-VAR | EPHAD "André Blanc" |
| EPSM | 78375 | PLAISIR | Centre Hospitalier Jean-Martin Charcot |
| MR | 88370 | PLOMBIERES-LES-BAINS | Maison de Retraite |
| CLMS | 33720 | PODENSAC | Centre de Soins Maison de Retraite Dir Com : Bazas - Cadillac - Podensac |
| CH | 78303 | POISSY SAINT-GERMAIN-EN-LAYE | Centre Hospitalier Intercommunal |
| EPSM | 86021 | POITIERS | Centre Hospitalier Henri LABORIT |

| | | | |
|-------|-------|-----------------------------|--|
| CHRU | 86026 | POITIERS | Centre Hospitalier Universitaire |
| SIH | 86000 | POITIERS | Syndicat Inter Hospitalier Régional de Poitou-Charentes |
| EHPAD | 80290 | POIX de PICARDIE | Etablissement Public Intercommunal de Santé du Sud Ouest Somme - EHPAD 'Les Evoissons' regroupement de 5 établissements : - EHPAD d'Airaines - EHPAD de Oisemont - EHPAD de Poix de Picardie - Foyer de Vie Hébergement de Frocourt - ESAT de Poix de Picardie |
| HL | 54340 | POMPEY LAY-SAINT CHRISTOPHE | Hôpital Local Intercommunal |
| MR | 54700 | PONT A MOUSSON | Maison de Retraite Saint-François-d'Assise |
| HL | 01190 | PONT DE VAUX | Centre Hospitalier Michel Poisat |
| CH | 60700 | PONT SAINTE-MAXENCE | Centre Hospitalier Georges Decroze |
| CLMS | 64530 | PONTACQ-NAY | Centre de Long Séjour Intercommunal |
| CH | 50170 | PONTORSON | Centre Hospitalier |
| MR | 13230 | PORT SAINT LOUIS | Maison de retraite les Magnolias |
| EPSM | 02320 | PREMONTRE | EPSMD de l'Aisne |
| GCS | 51100 | REIMS | Groupement de Coopération Sanitaire Systèmes d'Information de Santé de Champagne Ardenne |
| GIP | 51092 | REIMS | Groupement d'Intérêt Public Système d'Information de Santé Champagne Ardenne |
| CLCC | 51056 | REIMS | Institut Jean Godinot |
| CLCC | 35042 | RENNES | Centre Eugène Marquis |
| SIH | 35000 | RENNES | Syndicat Inter Hospitalier (SIB) |
| CHI | 08303 | RETHEL | Groupement Hospitalier Sud-Ardenne comprend : - l'Hôpital de Rethel - l'Hôpital de Vouziers |
| HL | 31250 | REVEL | Hôpital - Maison de Retraite |
| EHPAD | 83560 | RIANS | Maison de Retraite Saint-Jacques Rians |
| GCS | 80136 | RIVERY (AMIENS) | GCS e-Santé Picardie (anciennement GIP Télémedecine - géré par le CHU d'Amiens) |
| MS | 12008 | RODEZ | Centre Dépt. pour Décicients Sensoriels (CDDS) |
| CH | 12027 | RODEZ | Centre Hospitalier |

| | | | |
|-------|-------|--------------------------------|---|
| CHI | 10105 | ROMILLY-SUR-SEINE | Groupement Hospitalier Aube Marne comprend : - Hôpital de Romilly sur Seine - Hôpital de Nogent sur Seine - Hôpital de Sézanne |
| CH | 41206 | ROMORANTIN-LANTHENAY | Centre Hospitalier |
| EHPAD | 13360 | ROQUEVAIRE | Maison de Retraite Publique Intercommunale Roquevaire-Auriol |
| CH | 59056 | ROUBAIX | Centre Hospitalier |
| CLCC | 76038 | ROUEN | Centre régional Henri Becquerel |
| CH | 80700 | ROYE | Centre Hospitalier |
| HL | 80120 | RUE | Hôpital local |
| CH | 12400 | SAINT AFFRIQUE | Centre Hospitalier |
| EPSM | 48000 | SAINT ALBAN s/LIMAGNOLE | Centre Hospitalier F. Tosquelles |
| MR | 82140 | SAINT ANTONIN NOBLE VAL | Maison de Retraite Rés.de l'Abbaye |
| CHI | 97470 | SAINT BENOIT REUNION | Groupement Hospitalier Est Réunion |
| EHPAD | 13250 | SAINT CHAMAS | Maison de retraite Publique EHPAD "La Pastourello" |
| CH | 42403 | SAINT CHAMOND | Centre Hospitalier |
| HL | 48200 | SAINT CHELY D'APCHER | Hôpital Local |
| CLCC | 92210 | SAINT CLOUD | Centre Régional René Huguenin |
| EPSM | 69450 | SAINT CYR AU MONT D'OR | Centre Hospitalier Spécialisé |
| CH | 93000 | SAINT DENIS | Centre Hospitalier |
| CHU | 97405 | SAINT DENIS DE LA REUNION | changement CHR en CHU au 29/02 Groupe Hospitalier Régional : fusion de 2 sites : Centre Hospitalier Félix GUYON et Groupe Hospitalier Sud-Réunion à Saint-Pierre |
| EPSM | 38521 | SAINT EGREVE | Centre hospitalier spécialisé (Saint-Egrève) |
| CHU | 42055 | SAINT ETIENNE | CHU de Saint-Étienne Hôpital Nord |
| CH | 31806 | SAINT GAUDENS | Centre Hospitalier |
| HL | 12130 | SAINT GENIEZ D'OLT | Hôpital Intercommunal Etienne Rivié |
| CHI | 09200 | SAINT GIRONS / SAINT LIZIER | Centre Hospitalier Ariège-Couserans |
| CLMS | 02410 | SAINT GOBAIN | Centre de Rééducation Réadaptation Fonctionnelle |
| EHPAD | 02410 | SAINT GOBAIN | Maison de Retraite Leclère Grandin |
| MR | 09190 | SAINT LIZIER | Maison de Retraite - résidence Hector d'ossun (ancien clt) |
| CH | 50009 | SAINT LO | Centre Hospitalier Mémorial France / Etats-Unis |

| | | | |
|-------|-------|------------------------------|---|
| CH | 94410 | SAINT MAURICE | Hôpitaux de Saint-Maurice Création au 1/1/2011 par la fusion de : l'hôpital National de Saint-Maurice (HNSM) SIH de Saint-Maurice Etablissement public de santé Esquirol (EPS Esquirol) |
| CH | 54035 | SAINT NICOLAS DE PORT | Centre Hospitalier |
| CH | 97866 | SAINT PAUL DE LA REUNION | Centre Hospitalier Gabriel Martin |
| CH | 62165 | SAINT POL-SUR-TERNOISE | Centre Hospitalier du Ternois Fusion au 1/1/2012 regroupe : - Centre Hospitalier St Pol s/Ternoise (ancien HL) - Centre Hospitalier de Frévent (2 sites : EHPAD Allart de Fourment & CLMS) - EHPAD 'Les Varennes' Auxi-le-Château |
| CH | 02321 | SAINT QUENTIN | Centre Hospitalier |
| ESPIC | 70160 | SAINT REMY | AHFC : Association Hospitalière de Franche-Comté |
| HL | 76430 | SAINT ROMAIN DE COLBOSC | Hôpital Local |
| EHPAD | 12490 | SAINT ROME-DE-TARN | Maison de Retraite Denis Affre |
| HL | 80230 | SAINT VALERY SUR SOMME | Hôpital local |
| GIE | 97438 | SAINTE MARIE | GIE Télétransmission Océan Indien (TOI) (ancien SteClotildeGIETOI) |
| CH | 51801 | SAINTE MENEHOULD | Centre Hospitalier d'Agonne |
| MS | 10302 | SAINTE SAVINE | Centre Médico-social & Pédagogique CHANTELOUP |
| CLI | 64120 | SAINT-PALAIS | CH de Saint Palais |
| HL | 12330 | SALLES-LA-SOURCE | Hôpital du vallon |
| IME | 20200 | SANTA MARIA DI LOTA (BASTIA) | Institut médico-éducatif "Les Tilleuls" |
| CH | 57206 | SARREGUEMINES | Centre Hospitalier du Parc |
| EPSM | 57206 | SARREGUEMINES | Centre Hospitalier Spécialisé |
| SIH | 57212 | SARREGUEMINES | Syndicat Interhospitalier |
| CH | 59471 | SECLIN | Centre Hospitalier |
| CH | 08209 | SEDAN | Centre Hospitalier |
| CH | 2209 | SOISSONS | Centre Hospitalier |
| MR | 83210 | SOLLIES PONT | EHPAD Félix PEY |
| CH | 59740 | SOLRE-LE-CHÂTEAU | Hôpital Départemental Felleries-Liessies |
| CLCC | 67065 | STRASBOURG | Centre Paul Strauss |
| CH | 69170 | TARARE | Centre Hospitalier l'Hôpital Nord-Ouest Tarare (créé à la demande de Eric Cymbalista le 22/06 par CET) |
| CHI | 65013 | TARBES VIC en BIGORRE | Centre Hospitalier Inter-Communal : - CH de Tarbes - CH de Vic en Bignorre |
| CH | 68802 | THANN | Centre Hospitalier (Géré par MulhouseCH = Direct° Com. BITSCHWILLER+ CERNAY+ THANN - BCMT) |

| | | | |
|-------|-------|----------------------|--|
| MPP | 88151 | THAON-LES-VOSGES | Maison de la Personne Polyhandicapée 'Les Charmilles' |
| MR | 54470 | THIAUCOURT | Maison de Retraite Sainte-Sophie |
| EHPAD | 51300 | THIEBLEMONT | Maison de Retraite (EHPAD) |
| EPSM | 66301 | THUIR | Centre Hospitalier J GREGORY |
| HAND | 80700 | TILLOLOY | Foyer de Vie |
| ASSO | 31400 | TOULOUSE | ADIMEP (Association pour la Diffusion de la Médecine de Prévention) |
| ASSO | 31052 | TOULOUSE | ONCOMIP Réseau de Cancérologie de Midi-Pyrénées |
| MS | 31075 | TOULOUSE | Centre Départemental de l'Enfance & de la Famille de Toulouse |
| EPSM | 31057 | TOULOUSE | Centre Hospitalier G. MARCHANT |
| CHRU | 31052 | TOULOUSE | Centre Hospitalier Universitaire |
| GCS | 31050 | TOULOUSE | GCS Télésanté Midi-Pyrénées |
| ESPIC | 31076 | TOULOUSE | Hôpitaux Joseph DUCUING |
| CLCC | 31052 | TOULOUSE | Institut Claudius Regaud |
| GIE | 31400 | TOULOUSE | MEDES - Institut de Médecine et de Physiologie Spatiales |
| GIP | 31000 | TOULOUSE | ORU MIP (Observatoire Régional des Urgences) |
| URPS | 31300 | TOULOUSE | URPS (Union Régionale des Professionnels de Santé de Midi-Pyrénées) remplace l'URML Midi Pyrénées |
| CH | 59208 | TOURCOING | Centre Hospitalier Gustave DRON |
| EPSM | 30701 | UZES | Centre Hospitalier Le Mas Careiron |
| CH | 84110 | VAISON LA ROMAINE | Centre Hospitalier de Vaison la Romaine |
| EHPAD | 82403 | VALENCE D'AGEN | Centre Hospitalier des Deux Rives : Fusion au 1/1/2011 de Hôpital Local Ctre Convalescence et EHPAD de la Magistère |
| CH | 59322 | VALENCIENNES | Centre Hospitalier |
| CLCC | 54511 | VANDOEUVRE LES NANCY | Centre Alexis Vautrin |
| EHPAD | 55270 | VARENNES-EN-ARGONNE | Maison de Retraite |
| EHPAD | 06142 | VENCE | EHPAD CANTAZUR et EHPAD LA VENCOISE Direction commune avec Cagnes-sur-Mer |
| EHPAD | 02800 | VENDEUIL | Maison de retraite |
| MR | 60410 | VERBERIE | Maison de retraite Saint Corneil |
| CH | 02140 | VERVINS | Centre Hospitalier |
| EHPAD | 51360 | VERZENAY | Maison de Retraite Fondation Duchatel |
| EHPAD | 54330 | VEZELISE | Maison de Retraite Saint-Charles |
| EHPAD | 57630 | VIC SUR SEILLE | 3 établissements EHPAD Sainte Marie de Vic sur Seille EHPAD Ravida Brice d'Haboudange IME la Bonne Fontaine de Vic sur Seille |
| CH | 18102 | VIERZON | Centre Hospitalier |

| | | | |
|-------|-------|--------------------------|--|
| CH | 12202 | VILLEFRANCHE DE ROUERGUE | Centre Hospitalier |
| CH | 69655 | VILLEFRANCHE SUR SAÔNE | Centre Hospitalier |
| CLCC | 94805 | VILLEJUIF | Institut Gustave Roussy |
| CH | 47307 | VILLENEUVE SUR LOT | Centre Hospitalier Saint Cyr |
| EHPAD | 80800 | VILLERS BRETONNEUX | Maison de Retraite Firmin Dieu |
| EHPAD | 02603 | VILLERS COTTERETS | Maison de Retraite Le Grand Bosquet |
| CH | 51308 | VITRY LE FRANCOIS | Centre Hospitalier |
| EHPAD | 80300 | WARLOY BAILLON | Maison de Retraite F.CARNOY |
| HL | 52130 | WASSY | Hôpital Local Saint-Charles (direction commune avec HL de Joinville) |
| EHPAD | 88220 | XERTIGNY | EHPAD Maison de Retraite Saint-André |